

LE MONDIALISME S'EFFORCE
DE PROPOSER UNE NOUVELLE
ORGANISATION POLITIQUE
DE L'HUMANITÉ IMPLIQUANT
LE TRANSFERT DE CERTAINES
PARTIES DE LA SOUVERAINETÉ
DES ÉTATS-NATIONS
À UNE AUTORITÉ
FÉDÉRALE MONDIALE
CAPABLE DE RÉSOUDRE, PAR
DÉCISIONS MAJORITAIRES, LES
PROBLÈMES QUI METTENT EN
CAUSE L'EXISTENCE
DE L'ESPÈCE HUMAINE, TELS
QUE : GUERRES, FAMINES,
POLLUTION, ÉNERGIE, ETC.

ASSOCIATION CRÉÉE EN 1949... ET PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

CITOYENS DU MONDE

15, RUE VICTOR DURUY - 75 015 PARIS - TÉL. 01 45 31 29 99 - 2,50 € N° SPECIAL 21 3^e TRIMESTRE 2017

Pour nous écrire : prendrecontact@citoyensdumonde.net

Vous retrouverez désormais l'actualité mondialiste sur www.citoyensdumonde.net

Pour un Océan mondial

Malgré les coups de menton de la France et comme les déclarations préalables de M. Kerry le laissaient alors présager, l'accord conclu à Paris n'était pas contraignant et les États signataires n'auront pas même besoin de le dénoncer : à l'occasion d'une alternance politique ou sous le simple prétexte d'une souveraineté industrielle et commerciale bafouée, ce texte passera en pertes et profits. M. Trump vient - par un retrait brutal et unilatéral des accords de Paris - de confronter le droit international à ses limites intrinsèques.

De son côté, notre nouveau ministre Nicolas Hulot aura fort à faire pour défendre un modèle pérenne de pré-

servation de la planète dont la mise en œuvre devrait se dérouler sur des décennies face à des échéances électorales de quelques années seulement... Il va rapidement devoir résoudre l'impossible équation de réconcilier croissance et urgence climatique : une baisse massive des déplacements et de la consommation d'énergies fossiles sur la planète, une véritable réflexion sur l'américan way of life, unique modèle depuis des dizaines d'années, une interdiction des produits à l'obsolescence programmée, etc. S'il parvient à convaincre au-delà des frontières de la France - ultime défi - il lui faudra s'appuyer sur des traités, accords ou conventions bien fragiles, à moins qu'il ne s'empare des thèses mondialistes infiniment plus réalistes que toutes celles proposées à ce jour.

Avec le soutien de l'École Diagonale, Jean-François Lilti propose de porter les couleurs de Citoyens du Monde sur la Route du Rhum 2018, comme il le fit en 2010. En effet, quelques élèves ou anciens élèves de cette école - particulièrement concernés par la sauvegarde des océans - ont décidé de devenir les porte-parole des idéaux mondialistes à l'occasion de cette course au large. Bien que l'expérience de 2010 eût l'heur d'intéresser

de nombreux médias et fut globalement une réussite, notre capacité à porter le message au-delà de la course elle-même fut limitée. La proposition de Michel Naniche, directeur de l'École Diagonale, offre une solution convaincante. C'est cet engagement qui nous a décidés à apporter notre soutien à la proposition de Jean-François - Citoyen du Monde et skipper du multicoque - de courir à nouveau pour la protection des océans. Nous souhaitons donc bon vent à ces élèves dans leur tâche de porte-parole des idéaux mondialistes...

And make the oceans great again !

Les lecteurs assidus ont pu constater que nous n'avons pas su assurer la parution trimestrielle prévue. Nous en sommes désolés. C'est pourquoi ce bulletin spécial sera le dernier sous cette forme : en effet, l'actualité mondialiste glisse désormais intégralement sur notre site internet et nous nous réservons la possibilité de réaliser un bulletin pour soutenir un événement particulier, cela sans assurer de périodicité.

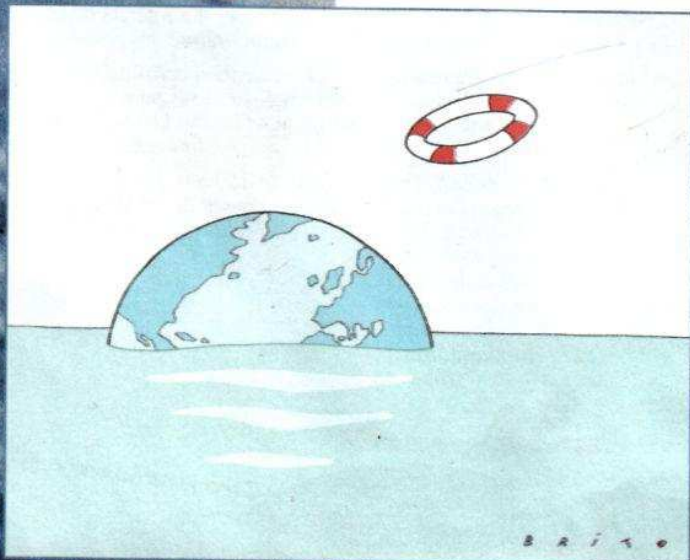
C'est donc bien sur notre site internet www.citoyensdumonde.net que vous retrouverez désormais l'ensemble de nos articles.

Didier Marchand

Inscrivez-vous à nos newsletters, sur :

prendrecontact@citoyensdumonde.net

POUR UN
OCEAN
MONDIAL
SUIVEZ
@DIAGOCDM





Constatant la dégradation croissante du littoral, l'acidification des mers, les ressources halieutiques qui peu à peu diminuent et le droit international constamment bafoué, les Citoyens du Monde décident, au travers d'un projet médiatique et original, de lancer une campagne pour une Autorité Mondiale des Océans

Des élèves ou anciens élèves de l'École Diagonale - particulièrement concernés par la sauvegarde des océans - ont décidé de devenir les porte-parole des idéaux mondialistes à l'occasion de la Route du Rhum 2018. Michel Naniche, directeur de l'école, Xavier Gosselin, gérant du chantier naval Grand Lague Composites et Jean-François Lilti, skipper du multicoque, unissent leurs efforts pour la protection des océans.

Nous leur souhaitons à tous une belle réussite dans leur tâche de porte-parole de la Charte des Océans !

En 1974, un groupe de rédacteurs mondialistes, parmi lesquels **Théodore Monod, Thor Heyerdahl & Alain Bombard** rédigent une

Charte des Océans

Principe fondamental : en aucun cas les océans ne pourront être utilisés à des fins non-pacifiques.

Les océans comprennent la zone côtière et la haute mer.

La zone côtière est soumise à l'autorité des Etats riverains dans les conditions fixées par la présente charte, les traités et les autres règles générales du Droit International.

Au-delà de 12 milles, l'étendue et le régime de la zone côtière seront éventuellement déterminés par l'autorité supranationale dénommée ci-après l'Autorité.

Au-delà de la zone côtière, la haute mer, le fond des océans - y compris le plateau continental - sont placés sous le contrôle effectif de l'Autorité. L'Autorité pourra éventuellement déléguer une partie de ses pouvoirs à un Etat, un groupe d'Etats ou une organisation internationale ou mondiale, gouvernementale ou non-gouvernementale.

La recherche scientifique dans les océans doit être libre.

Dans la zone côtière, elle doit être administrée par les Etats riverains, sauf pour ces derniers à obtenir de l'Autorité une décision l'interdisant, la réglementant ou la suspendant.

Les autorités des Etats riverains sont admises à participer aux recherches.

L'exploitation des océans en dehors de la zone côtière se fera seulement avec l'accord de l'Autorité. L'Autorité veillera à soustraire à une exploitation privative les ressources non renouvelables.

L'exploitation des richesses alimentaires des océans se fera sous contrôle de l'Autorité compte-tenu de l'importance de ces richesses et de la nécessité de leur renouvellement constant.

Dans la zone côtière, l'exercice des droits de pêche individuels sera sauvegardé.

L'exploitation industrielle des océans en dehors de la zone côtière est subordonnée à l'octroi d'une licence par l'Autorité. Les redevances perçues devront être partiellement affectées à des fins de développement des régions défavorisées et de secours humanitaires.

L'Autorité participera au maintien de la liberté de navigation, y compris dans les détroits et canaux servant à la navigation internationale.

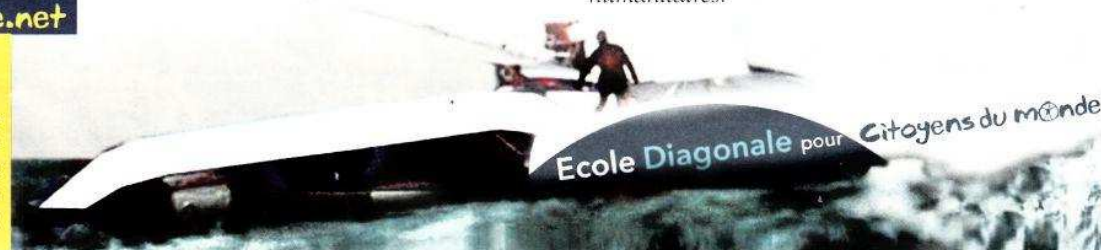
L'Autorité veillera à ce que l'exploration et l'exploitation des océans respectent l'environnement.

Elle prendra les mesures nécessaires pour prévenir et combattre toute forme de pollution.

L'Assemblée [qui sera à l'origine de la Convention Constitutive de l'Autorité] sera composée de représentants des Etats, des organisations mondiales, internationales, gouvernementales et non-gouvernementales représentatives des intérêts de la communauté des peuples.

La convention constitutive de l'Autorité fixera ses pouvoirs, sa structure et les modalités de son fonctionnement.

L'organe de décision de l'Autorité sera un conseil de gouverneurs élus par l'assemblée.
(extraits)



Océan, poubelle sans frontières



Manifestation de pêcheurs sur l'île de Chiloe.

Des animaux marins échoués par milliers, une pullulation d'algues toxiques générant une désastreuse marée rouge sur les côtes du sud du Chili : c'est le résultat du rejet dans les océans de près de 5000 tonnes de saumons en putréfaction, rejet effectué en toute légalité avec l'autorisation des pouvoirs publics chiliens... Des mollusques échoués par milliers ainsi que d'autres espèces d'animaux marins se sont échoués

sur près de 300 km de plages offrant une situation dramatique pour l'activité de tous les petits pêcheurs professionnels de la région.

Un rapide retour en arrière :

— Introduit par l'homme dans les eaux du Pacifique pour l'élevage il y a quelques dizaines d'années, le saumon est maintenant victime de la bactérie *Piscirickettsia* qui a décimé les quatre cinquièmes des saumons chiliens en 2015.

— Déversement de saumons en putréfaction entre le 14 et 28 mars 2016.

— Le 21 avril, la région est déclarée officiellement zone victime de la marée rouge.

— Le 24 avril, les animaux marins morts se répandent par millions sur la plage de Cucao sur une distance de cinq kilomètres. Le déversement de ces saumons en putréfaction, associé à un usage disproportionné des antibiotiques au Chili soit 50 000 pour 100 — cinquante mille pour cent, oui vous avez bien lu, en comparaison de ce qui est pra-

tiqué en Norvège (sic!) comme l'écrit *Le Monde* — a probablement abouti à ce dramatique résultat.

Les pêcheurs chiliens cherchent le soutien de spécialistes océanographes ou biologistes marins qui puissent les aider bénévolement à étayer le bien-fondé de ce recours.

Nous contacter sur : prendrecontact@citoyensdumonde.net

Actuellement, un recours de protection a été présenté par les pêcheurs de la région et accueilli comme recevable par la Cour Suprême. La défense de ce recours va passer devant les tribunaux aux alentours d'avril 2017. Ce recours concerne la responsabilité du Service National de Pêche, du ministère de l'Environnement chilien, de la marine chilienne et des éleveurs responsables du déversement de ces saumons. Nous ne manquerons pas de vous informer des suites données par la Cour Suprême.

Le Chili est le deuxième producteur mondial de saumon

derrière la Norvège. Ce poisson d'élevage se retrouve dans les assiettes des consommateurs du monde entier principalement au Japon, en Russie, au Brésil ou aux États-Unis. Et c'est bien à ce niveau que la situation se présente dans toute son absurdité : faire voyager à travers la planète des tonnes de saumon, dont la qualité sanitaire est douteuse et au détriment de la vie locale des habitants de l'île de Chiloe, est-ce vraiment raisonnable ?

La rédaction

Nous aider ?

Faites de

citoyensdumonde.net

la page d'accueil de votre navigateur



Le prix de l'aluminium

Un an après la catastrophe écologique qui a frappé la côte centrale du Vietnam sur 40 kilomètres, le long de quatre provinces, l'impact de cet événement perdure dans toute la région.

En cause, une évacuation accidentelle par la Formosa Ha Tinh Steel Corporation, une aciérie taïwanaise, lors d'un protocole d'essai de canalisation. Cette opération a provoqué la mort de poissons et d'autres espèces marines par tonnes, ainsi que l'intoxication de consommateurs. Il a cependant fallu plusieurs semaines pour déterminer cette responsabilité, le gouvernement rechignant à la désignation du coupable et le groupe Formosa faisant d'abord preuve d'une communication désastreuse, un responsable déclarant à la presse que « les Vietnamiens devaient choisir entre la pêche et la construction d'une aciérie moderne, même le Premier ministre » ; cette forfanterie découlait sans doute de la conviction que le gouvernement privilégiait généralement la croissance économique plutôt que l'écologie, ce qui est malheureusement peu original.

Ce porte-parole a été limogé dans la foulée et le gouvernement a finalement mandaté une étude sur cette pollution, sans doute poussé par l'écho que ce désastre a trouvé d'abord parmi la population, puis à l'international. Dans ce pays à parti unique où la presse est muselée, les réseaux sociaux ont joué un rôle clé avant que cet événement ne puisse être tardivement relayé par la presse internationale.

Mais le résultat de l'étude en question est resté entouré d'opacité et n'a pas été rendu public, de même que les dossiers médicaux de certains malades décédés. Il est fait état de phénol, de cyanure et d'hydroxyde de fer, mais certains scientifiques soupçonnent la dissimulation d'une partie du préjudice. Les trois produits toxiques cités ne le sont pas nécessairement à long terme, déclarent les spécialistes, mais par contre s'il



y avait également des métaux lourds tels que du cuivre, du mercure, du cadmium ou de l'arsenic, cela affecterait toute la chaîne alimentaire et aurait un impact durable.

Cette pollution a d'abord privé les pêcheurs d'une ressource essentielle, abaissant de 70 % les revenus de certains, tandis que la population se détournait de cet aliment de base. Un an plus tard, les pêcheurs qui sont restés déplorent toujours la pénurie de poissons qui ne valent plus, par ailleurs, que le quart de leurs anciens cours. Et selon le ministère du Travail, plus de 40 000 emplois auraient été affectés dans ces quatre provinces qui dépendent majoritairement de la pêche et du tourisme. Sur l'ensemble du pays cela concernerait également, toujours selon les chiffres officiels, 250 000 personnes. D'autres sources, en particulier des dirigeants de diocèses catholiques très actifs dans le soutien à la population, énoncent des chiffres beaucoup plus importants, dont deux millions de personnes sans ressources, soit dans la chaîne des métiers piscicoles, soit dans le tourisme et la restauration.

Cet événement a du moins eu la vertu de provoquer une

prise de conscience à la base, pas seulement politique mais écologique, et une fronde populaire qui a initié des manifestations récurrentes devant l'usine de Formosa ainsi que dans tout le pays. Ces manifestations ont parfois fait l'objet d'une répression violente. Mais le gouvernement, peu accoutumé à écouter les revendications, s'est pourtant trouvé contraint de le faire, situation nouvelle et apparemment ardue dans un pays où la politique est taboue de part et d'autre, et où les citoyens gardent le plus souvent un silence prudent.

Outre le versement de 500 millions de dollars de l'usine Formosa, destinés à soutenir la pêche dans la zone sinistrée, fournir du travail aux pêcheurs au chômage et réhabiliter l'environnement marin, le gouvernement a exigé des excuses publiques, ainsi que la modernisation du système de refroidissement du coke de l'usine à l'origine de cette pollution, passant du type humide à sec.

Cette modification ne sera cependant effective qu'en 2019. De même que les indemnités promises à la population sont extrêmement longues à atteindre leurs bénéficiaires, et

ne seraient versées peu à peu que depuis quelques mois.

L'ambiguïté politique provient aussi de la situation de Taïwan, territoire autonome mais revendiqué par la Chine, et ce pays cristallise la rancœur sans pouvoir établir de façon claire sa responsabilité directe. L'usine de Formosa et sa main-d'œuvre en partie chinoise représentent cependant, pour beaucoup de Vietnamiens, un symbole de l'influence de la Chine sur le pays, et le gouvernement préfère faire profil bas sur le sujet. L'usine de Formosa a pourtant déjà été la cible de manifestations violentes en mai 2014, lors de la construction par la Chine d'une plateforme pétrolière dans la mer de Chine méridionale, zone conflictuelle revendiquée par plusieurs pays. L'usine était alors en construction et les ouvriers y travaillant durent être évacués par la mer par le maître d'ouvrage, une société d'état chinoise, le China Metallurgical Group. Durant la même vague de violence, des usines au Sud du Vietnam appartenant à des compagnies de Taïwan et de Corée du Sud avaient également été vandalisées.

Cosima de Boissoudy



Océan Mondial Documentaire

Qui contrôle la mer ?

Documentaire, réalisation Baudoin Koenig, production Mano a Mano, France 2014, 93 mn.

Invisible. C'est ce qui caractérise d'abord, pour le terrien moyen, le transport commercial maritime ou shipping. Ce sont pourtant 53 000 navires de commerce, transportant 8 milliards de tonnes de marchandises par an, soit 80 % du commerce mondial. 53 000 navires, cela peut paraître peu au regard de la quantité de marchandises, mais le plus grand de ces géants des mers fait 400 mètres de long sur 59 mètres de large, soit environ 4 terrains de football, et sa cargaison de containers formerait une ligne de 120 kilomètres.

Cette industrie maritime s'est prodigieusement développée après la Seconde Guerre mondiale, lorsque deux armateurs grecs désormais célèbres, Onassis et Niarchos, ont eu l'idée de racheter des Liberty-ships, construits à la chaîne par les États-Unis pour contrer la flotte allemande, jusqu'à en produire un tous les trois jours à partir de 1943. Ainsi apparut la première flotte marchande mondiale.

On doit au shipping quantité de matières premières mais aussi nos jeans américains, nos téléphones et ordinateurs venus d'Asie, nos meubles suédois et des myriades de produits dont on ne se soucie pas, a priori, des longs périodes pour arriver chez nous, jusque dans nos assiettes. On lui doit aussi des pollutions maritimes majeures et difficiles à contrôler, dans l'eau, dans l'air et sur les côtes.

Des espaces portuaires gigantesques ont remplacé les docks, alignant des quantités de containers telles qu'il est impossible d'en vérifier le contenu, tant pour les douanes que pour des raisons de sécurité. « 1 pour 1000, il s'agit plus de ciblage », reconnaît un douanier marseillais. La compétitivité et la fluidité impliquent d'aller toujours plus vite et de croître sans cesse. On reste effaré par les prévisions de ce responsable du port de Yang Chang, premier port artificiel construit en 2005 à 100 kilomètres de Shanghai. Il jubile : « Le premier mois, nous avons pris en charge 30 000 containers. Au bout d'un an, 330 000 containers. La deuxième année, nous avons franchi la barre des 600 000 containers. Et enfin en 2013, nous avons atteint 7,6 millions de containers. [...] Dans deux ou trois ans, si nous parvenons à achever l'ensemble du port, Yang Chang devrait pouvoir prendre en charge plus de 20 millions de containers. » Et de conclure sur une déclaration patriotique : « Un port numéro un, pour le pays numéro un ! ». Mais qu'on se le dise aussi, 60 % des exportations chinoises sont faites par des entreprises à capitaux étrangers, et les armateurs européens restent à la tête de ce commerce global. Cela relativise la concession d'une partie du port du Pirée à Cosco, groupe chinois, considéré par certains Grecs comme une catastrophe économique et une tragédie nationale.

Opaque. Le système des pavillons de complaisance a été inventé par les armateurs aux États-Unis en 1915,

d'abord pour contourner les droits syndicaux des marins, puis pour fabriquer de l'alcool au large des côtes durant la Prohibition. Aujourd'hui, ce « paradis fiscal flottant » s'est généralisé, au profit d'une optimisation financière et d'une volonté de secret des responsables. Pour des raisons de compétitivité, il ne serait plus « raisonnable », selon un armateur français, de conserver un pavillon de son pays sur l'ensemble des bateaux. Ainsi, la France qui comprenait plus de 500 navires sous pavillon national en 1975 n'en compte plus que 200 aujourd'hui. Et l'industrie maritime française, qui pèse autant que l'industrie automobile et deux fois plus que l'aéronautique, reste invisible.

Cette opacité se ressent sur tous les plans, social pour les marins, économique puisque les armateurs passent entre les mailles des filets fiscaux et bloquent les prix d'exploitation des bateaux vers le bas, et environnemental. Les catastrophes, naufrages et marées noires, ont mis à jour cette faille majeure du shipping, et le cas de l'Erika est emblématique. Le 7 décembre 1999, ce pétrolier affrété par Total, pris dans une tempête au large de la Bretagne, fit naufrage et déversa sa cargaison de 30 000 tonnes de pétrole sur les côtes. Déterminer la responsabilité de cette catastrophe a révélé la complexité juridique du droit maritime. Quand on trouve en quelques minutes le nom d'un président de société, il a fallu un an d'instruction, explique un avocat, pour déterminer le nom de l'armateur ; certains pays dispensant des pavillons de complaisance ont, par exemple, intégré dans leur législation des règles interdisant de divulguer les noms des personnes physiques détenant des sociétés. Soit treize ans d'instruction, pour un bateau sous pavillon maltais, contrôlé par deux sociétés libériennes, détenues par un Italien domicilié à Londres, affrété par une société des Bahamas, agissant par l'intermédiaire d'une société suisse, pour le compte d'une société britannique, représentant une filiale de Total basée au Panama !

L'exemple du canal de Suez comme enjeu récurrent de guerres, la piraterie née de l'appauvrissement des populations côtières de certaines régions comme la Somalie, l'apparition du terrorisme maritime décrivent d'autres points sensibles sur la carte marchande des mers.

On espère, après avoir vu ce film, une législation environnementale plus rapide et efficace, généralisée et non pas locale face à une exploitation maritime qui passe sans cesse les frontières en toute impunité. Que les législateurs apprennent enfin à anticiper au lieu de suivre les catastrophes, que le shipping soit modéré par une réglementation également globale, au lieu de l'être uniquement par le prix du carburant. Et que les pêcheurs somaliens ou des Seychelles ne soient pas réduits à la misère par des bateaux usines venus d'ailleurs.

C. B.



Jean-François Lilti, skipper

« Du Sommet de Copenhague à la Cop 22, il est très facile de s'apercevoir des limites du système actuel.

La mise en place d'une Autorité Mondiale des Océans, qui aurait autorité sur les États, me paraît donc la seule alternative pour sortir du statu quo. »

« Les ordures provenant d'un continent vont se déverser sur les rivages d'un autre au gré des vents dominants et des courants : on trouve sur les plages du Cap Vert des plastiques provenant d'Espagne. On comprend que les décisions doivent être prises au niveau mondial. »



Xavier Gosselin, skipper

Retrouvez toutes les infos sur citoyensdumonde.net en page Océan Mondial



On ne peut pas dire mieux...

« Tout en sachant que la grande métamorphose ne saurait advenir que par le développement d'un processus multiforme, nous pouvons d'ores et déjà proposer aux Nations une gouvernance mondiale qui non seulement réformerait et refonderait l'ONU, mais créerait des instances planétaires de décision pour les problèmes vitaux que sont la prolifération des armes de destruction massive, la dégradation de la biosphère, le retour des famines et la permanence des sous-alimentations, avec la nécessité d'une véritable régulation économique qui diminuerait les méfaits de la spéculation financière mondiale, dont celle qui s'exerce sur les cours des matières premières.

Notre course à l'abîme a déjà suscité en divers points de la planète des situations explosives qui expliquent et justifient la prolifération géographique du mouvement des Indignés. L'accroissement des inégalités, le cynisme insolent des corruptions, un chômage endémique, voilà quelques-uns des points communs au cœur des révoltés du printemps arabe, des indignés d'Espagne et de Grèce, des émeutiers de Londres et des grandes villes anglaises, des protestataires israéliens, des soulèvements indiens. Ayons conscience du moment dramatique que nous vivons pour l'espèce humaine, de ses ambivalences, de ses risques et périls, mais aussi de ses chances. »

Le Chemin de l'espérance, Stéphane Hessel et Edgar Morin, éditions Fayard, 2012.

« En fait le problème vient moins des entreprises

elles-mêmes, que de l'incapacité dans laquelle se trouvent depuis maintenant cinquante ans les États-nations à s'adapter aux mutations de l'économie et de la société. Après avoir lancé leurs entreprises à l'assaut de la planète, les États en sont désormais réduits à leur offrir les moyens de leur compétitivité à l'échelle mondiale. Et quand cette compétitivité en vient à s'exercer au détriment de leurs propres peuples, ils ne peuvent plus que contempler, impuissants, les dégâts. Seule désormais notre capacité collective à réinventer de nouvelles formes de régulation politique à l'échelle du monde pourra nous permettre de renverser la tendance et d'éviter le pire.

- Vous voulez dire... ?

- Je veux dire qu'en l'absence d'une organisation politique mondiale, basée sur des mécanismes de démocratie représentative, il ne nous restera d'autre choix que de plonger tête la première dans un bain de sang planétaire, ou d'accepter de vivre dans des sociétés fascistes où les quelques méga-entreprises ayant survécu à la monstrueuse empoignade, s'accorderont entre elles pour définir les règles économiques, sociales, culturelles et législatives qu'elles imposeront à l'ensemble des peuples, à charge pour les États d'assurer, eux, le maintien de l'ordre. »

La Mondialisation racontée à ceux qui la subissent, Hervé René Martin, éditions Climats, 1999.

Ci-dessous, Raphaël Logier dans Libération du 11 janvier 2016 répond à la question posée par Catherine Calvet et Anastasia Vécir.

« Vous appelez de vos vœux une gouvernance mondiale. Pourquoi ?

- Les espaces de désirs déterritorialisés sont mondiaux. Les réseaux terroristes et mafieux sont mondiaux. L'économie est mondiale. Quand les grands problèmes sont mondiaux, on ne peut pas à long terme se passer d'une gouvernance mondiale. Comment faire ? Un Parlement mondial serait un premier pas. Il ne serait pas, comme l'Assemblée générale des Nations unies, le reflet des exécutifs nationaux. Il faut réaliser que l'État-nation n'est qu'une forme politique parmi d'autres adaptées à un certain périmètre de gestion. On peut très bien protéger les identités locales, les langues, dans le cadre d'une gouvernance mondiale. On peut tout imaginer, plusieurs étages décisionnels, des domaines globaux comme l'écologie, d'autres domaines gérés régionalement, des ministères régionaux, des conseils des ministres mondiaux, continentaux et régionaux, qui pourraient se coordonner et cibler des problèmes spécifiques. Il y aurait des allers-retours entre le local et le global. Nous en sommes loin, mais il va bien falloir y penser si nous voulons survivre. »

Et dans Témoignage Chrétien de février 2016, (supplément au n° 3670), en réponse à la question :

« Est-ce que la paix sociale est possible en France ? Quelles sont les conditions individuelles et collectives de son retour ?

- Il y a deux stratégies pour retrouver la paix. La première, c'est la stratégie extérieure. Cornelius Castoriadis distinguait l'imaginaire institué et l'imaginaire instituant. L'imaginaire institué est aujourd'hui encore ancré sur l'État-nation et les

ego nationaux. L'imaginaire instituant, en revanche, fait appel à des désirs déterritorialisés qui réunissent des personnes issues du monde entier (le luxe à la française, le yoga, les mangas, etc.). Les communautés d'intérêt et de pensée sont désormais planétaires, dans une double demande d'unité et de respect des diversités.

Or cet imaginaire instituant n'est aujourd'hui raccordé à aucune institution solide. Comment retrouver la paix si nous n'avons plus les moyens d'agir sur la réalité et notre destin ? La création d'un Parlement mondial serait un premier pas. Il serait une caisse de résonance des peuples et la première ébauche d'un symbole politique global fort. D'abord contrainte symbolique, le Parlement mondial pourrait progressivement construire ses prérogatives et son pouvoir.

La France se vit collectivement comme une exception, même au sein de l'Europe. Elle se sent doublement déchue, en tant que partie d'une Europe déchue de sa suprématie mais aussi déchue de son prestige propre, ce qui crée un rapport particulièrement névrotique à son passé. Pour en sortir, il n'y a qu'une voie : reconstruire un récit collectif désirable. Non pas un récit qui soit tourné vers le passé, l'aigreur et la déception, mais un récit du plaisir de l'avenir. »

La Guerre des civilisations n'aura pas lieu. Coexistence et violence au XXI^e siècle, Raphaël Logier, CNRS Éditions, 2016.

Un grand merci à Yves Morestin-Cadet, de Tain-L'Hermitage (Drôme) pour l'envoi des propos tenus par R. Logier.

Lettre à... et réponse de Michel Rocard

Peu après la COP 21 en décembre 2015, Joël Luguern a écrit à Michel Rocard pour lui demander, arguments à l'appui, pourquoi l'ancien Premier Ministre n'était pas intervenu pendant les débats sur le changement climatique.

Paris, le 18 décembre 2015

Monsieur le Premier Ministre,

Nous sommes étonnés, à Citoyens du Monde, de ne pas vous avoir entendu sur le problème climatique pendant et après la COP 21.

Vous êtes en effet la seule personnalité politique, à ce jour, à avoir avancé une proposition qui permettrait, si elle était retenue, de résoudre réellement et efficacement la question du réchauffement climatique.

C'était en 1989, à la Conférence Internationale de La Haye sur l'environnement. Votre proposition était tellement judicieuse que François Mitterrand lui-même vous en avait publiquement félicité et... l'avait reprise à son compte.

Cette année-là vous proposiez «la création d'une autorité mondiale dotée de vrais pouvoirs de décision et d'exécution pour sauver l'atmosphère».

24 pays présents à cette Conférence (dont 16 étaient représentés par leurs chefs d'État ou de Gouvernement) avaient alors signé «la Déclaration de La Haye sur la protection de l'atmosphère» par laquelle ils demandaient la création de cette Autorité Mondiale. Peu après cette Conférence, 19 autres pays rejoignirent ce groupe des 24.

Ce qui signifie qu'il y a un quart de siècle, plus du quart des États membres de l'ONU souhaitaient la création d'une telle Autorité mondiale à caractère supranational «pour sauver la planète».

Nous regrettons que votre excellente proposition n'ait pas été reprise cette année par le président de la République et/ou par le ministre des Affaires étrangères. Monsieur le Premier Ministre, vous trouverez ci-joint quelques exemplaires de *Citoyens du Monde*, notre publication trimestrielle.

Vous pourrez d'ailleurs lire dans notre numéro 13, en page 12, que nous avons cité une partie des propos que vous avez tenus dans *Le Nouvel Observateur* du 7 avril 2010. En particulier cette phrase : «C'est une affaire de survie de

l'humanité que de reprendre le contrôle du politique sur la finance et de ramener celle-ci au rôle qu'elle n'aurait jamais dû quitter, celui de fournisseur du service financier à l'économie».

Vous souhaitant bonne lecture de notre publication, au nom des Citoyens du Monde, je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de ma haute considération.

Joël Luguern

Paris, le 6 janvier 2016

Monsieur,

Merci de votre lettre du 18 décembre 2015. Elle m'a fait plaisir. J'admire que vous ayez repéré à ce point l'épisode de l'appel de La Haye. Vous avez raison pour l'essentiel. Le détail va vous amuser : cela commence en septembre 1988. Je suis Premier Ministre. Le Président Mitterrand demande à son Conseiller Spécial, Jacques Attali, d'expliquer en détail au Gouvernement, et donc à moi, ce que le Président attend et espère de nous pour la commémoration du bicentenaire de la Révolution Française en 1989. Il est déjà clair que l'on va commémorer davantage la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen que la Terreur.

Et Attali me rend visite à Matignon et me raconte tout ce qui se prépare, où ne figure pas encore le grand défilé «Goude», pas encore imaginé !

Je sors de là atterré - la France va inviter les gouvernements du monde entier à venir chez elle la regarder se glorifier de son histoire ancienne...

Tout est franco-français, il n'y a que du rétrospectif. Je propose le lendemain au Président d'ajouter quelque chose : à cette occasion, la France pourrait proposer au monde de décider la création de deux nouveaux droits de l'homme mondiaux.

Le premier serait de mondialiser et d'écrire dans tous les droits

nationaux écrits où elle ne figure nulle part, l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité. Elle n'est alors affirmée que dans le jugement de Nuremberg. Le second serait de proclamer le droit de l'humanité à un environnement salubre, climat compris ! Le Président récuse la première idée, et accepte la deuxième.

C'est alors avec Felipe Gonzales, comme moi socialiste réformateur, et Premier Ministre d'Espagne, que je vais la monter sous la forme d'un appel de quelques nations à toutes les autres pour qu'elles mettent en place à l'ONU un tel mécanisme. Gonzales me suggère tout de suite d'entraîner Helmut Kohl dans cette affaire : son accord va être immédiat, et son soutien remarquablement efficace. Très vite nous sommes devant un gros succès : une vingtaine de nations, toutes jointes à travers une relation directe avec les Premiers Ministres, veulent se joindre. Un appel mondial devient possible. Mais nous ne parlons toujours pas aux Australiens ni aux Néo-Zélandais, l'affaire du *Rainbow Warrior* n'est pas close... J'ai l'idée, mais c'est Kohl qui la rend possible, de choisir les Pays-Bas, donc La Haye, comme hôtes de cet appel. Il va donc s'agir d'une réunion ad hoc de 24 nations, représentées au sommet aux fins de cosigner cet appel dont j'ai rédigé la première version et qui ne vise que le climat.

Il ne s'agit donc pas d'une «conférence internationale de La Haye sur l'environnement» comme vous le dites.

Mais le hasard va nous servir. Le traité sur l'Antarctique signé à Washington en 1959 prévoit que ses signataires se réunissent tous les ans chez le Président tournant pour décider des suites à donner à ce Traité. Et la réunion annuelle du traité de l'Antarctique pour 1989 doit par hasard se tenir en Europe du Nord. Je crois même me souvenir que ce fut aux Pays-Bas, ce qui nous permit, si j'ose dire, de faire un «coup double» en peu de mois. La publication de cet appel eut en effet comme premier résultat de faire rajouter le climat à l'ordre du jour de la conférence dite du Sommet de la Terre, déjà prévue pour Rio de Janeiro en 1992, mais qui jusque-là ne concernait que les pollutions et les insuffisances de ressources. Et le deuxième résultat fut de pousser la conférence annuelle de l'Antarctique à rejeter ce qu'elle

avait signé 3 ans avant, en 1988 en fait à Wellington, c'est-à-dire la convention sur l'exploitation minéralogique en Antarctique, et d'ouvrir les négociations qui vont aboutir au Traité de Madrid d'octobre 1991 qui prit rang de 3^e protocole du Traité par substitution à la Convention de Wellington et, déclara l'Arctique Terre de Sciences, réserve naturelle, interdite à toute exploitation minéralogique.

Au sens strict l'affaire se limite à cela qui n'est déjà pas mal. Mais il y a plus : le climat mis à l'ordre du jour, Rio va adopter la CCNUCC, et ainsi commence le long cycle des «Conférences of the Parties» dont Kyoto fut la 6^e, Copenhague la 15^e et Paris la 21^e, à l'occasion desquelles d'énormes Travaux Techniques vont s'accumuler : c'est par exemple la mission Effet de serre de la France, créée par mes soins en 1991 qui propose l'idée de la taxe carbone...

Vous êtes surpris que je n'aie pas «remis ça» cette fois-ci ? C'est gentil à vous. Mais l'idée demeure : «un mécanisme interne à l'ONU doté de vrais pouvoirs de décision et d'exécution pour sauver l'atmosphère»... Mais ce que l'on sait explicitement, qui n'est devenu clair qu'ensuite, c'est qu'il y a une demi-douzaine de pays à commencer par les États-Unis qui très explicitement ne veulent justement de cela à aucun prix. Hélas. Améliorer le fondement du mécanisme, opter pour une taxation ou pour un système de permis d'émission cessibles élargit le champ de la conversation. On peut l'étendre au méthane. Tout cela reste possible mais ne change rien au résultat. Tout cela finira dans quelques décennies par une adjuration conjointe du monde entier aux États-Unis, les implorant de cesser d'empêcher la nécessaire régulation rigoureuse... D'ici là on fait du bricolage réglementaire, et on améliore les techniques énergétiques. Toutes choses utiles d'ailleurs.

Le chœur est riche. Pourquoi voulez-vous absolument que j'y rajoute ma voix ?

Je n'ai rien de nouveau à dire... Merci de votre envoi de *Citoyens du Monde*. C'est en effet une revue bien faite.

Bien à vous,

Michel Rocard

Économie, écologie et supranationalisme

Le réchauffement climatique est devenu depuis quelques années une réalité incontournable à l'échelle de la planète. Aucun pays n'est épargné par ce phénomène qui va bouleverser de plus en plus la vie de l'espèce humaine, mais aussi celle des animaux et du végétal partout dans le monde. Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) se réunit chaque année pour analyser la situation. Ces constats successifs sont sans appel. Il fait de plus en plus chaud sur notre terre et les 10 dernières années ont été les plus chaudes depuis 136 ans que sont enregistrées les températures.

Les projections du GIEC pour les 50 années à venir annoncent une augmentation de température comprise entre 2° et 5°, laquelle, entre autres conséquences, entraînera une montée du niveau des océans qui contraindra toutes les populations vivant dans les plaines littorales à se déplacer vers des régions plus hautes. Aujourd'hui, 10 % des Terriens soit environ 700 millions de personnes vivent à moins de 5 km d'une mer ou d'un océan. On peut imaginer les déplacements de foule que cela impliquera, si rien de sérieux n'est fait pour enrayer ce phénomène de réchauffement.

Comment en est-on arrivé à une telle situation ? Les experts du GIEC sont, encore une fois, formels : cette élévation de la température est une conséquence de l'accroissement de l'activité humaine sur notre Terre. C'est plus précisément le développement de l'activité industrielle depuis les années 1950 qui a produit, en quantité exponentielle jusqu'à la fin du siècle dernier le gaz carbonique (CO₂) qui, en suspens dans l'atmosphère, retient autour de la Terre la chaleur produite par les rayons du soleil. C'est le principe de l'effet de serre. Car sans cette barrière de CO₂, cette chaleur retournerait

dans la stratosphère et la température resterait stable. En quoi consiste cette activité industrielle intensément productrice de CO₂ ? Jusqu'à la moitié du XX^e siècle, c'est-à-dire quand la population mondiale était encore très majoritairement paysanne, l'industrie produisait surtout des biens nécessaires aux êtres humains vivant dans les villes. Dans les campagnes, on vivait plus ou moins en autarcie et, comme les citadins d'ailleurs, on n'achetait que des objets vraiment indispensables à la vie quotidienne.

C'est à partir de 1945, après la Seconde Guerre mondiale, que tout a changé. Est arrivé alors en Europe, en provenance des États-Unis d'Amérique, la société de consommation. Les Européens des villes puis, peu à peu, ceux des campagnes, se sont mis également à « consommer », c'est-à-dire à acheter plus que ce qui leur était strictement nécessaire. L'apparition à grande échelle de la publicité a encouragé cette tendance au superflu, également favorisée par les crédits facilement accordés par les banques aux particuliers. Cette tendance s'est étendue progressivement de l'Occident (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest et Australie) au monde entier. Et notre époque, où plus de 50 % de la population mondiale vivent désormais dans des centres urbains, est une aubaine pour les publicitaires et les investisseurs financiers qui sont à l'origine de cette « pression de confort » et de la mode à l'échelle mondiale, deux faits de société qui ont atteint des proportions dangereuses pour la survie même de l'espèce humaine.

Son ordinateur et son téléphone portable fonctionnent parfaitement, mais une multinationale de l'électronique

1 Selon l'expression du philosophe français Bertrand Méheust, dans son livre *La politique de l'oxymore, Comment ceux qui nous gouvernent masquent la réalité du monde*, Ed. Les Empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2009.

vient de mettre sur le marché un nouveau modèle comportant de nouvelles « fonctions » ? Influencé par la publicité qui, s'il ne le fait pas, le fera passer pour un arriéré, un ringard, un « qui ne sait pas vivre avec son temps », le consommateur va acheter ce nouvel objet.

À l'échelle humaine, depuis une éternité, une génération c'est 20 à 25 ans. Dans le secteur industriel et celui de la finance (les deux étant depuis le début des années 1980 intimement liés) une génération c'est un à deux ans, parfois moins. Nous sommes donc dans la « surchauffe » permanente de la production. Ce n'est pas tout. En effet, pour créer au moindre coût ces objets « nouvelle génération », dont le caractère indispensable ou même simplement utile est loin d'être évident, les industriels occidentaux ont délocalisé leurs entreprises dans des pays où les salaires des travailleurs sont dix à vingt fois moins élevés qu'en Europe ou en Amérique du Nord. Minimum de coûts pour les investisseurs, maximum de profits pour eux².

Pour produire ces objets « à la mode », il faut des matières premières (pétrole, métaux, etc.) que l'on va extraire là où elles se trouvent, généralement dans des pays de l'hémisphère sud. L'extraction et l'acheminement de ces matières premières dévastent les lieux où vivaient (ou vivaient, car elles en ont été chassées) les populations locales, et rendent pour longtemps impropres à une vie normale les territoires ainsi ravagés. Prenons un exemple : la fabrication – en Asie – de téléphones portables nécessite l'utilisation de matériaux spécifiques (coltan, cassitérite, etc.) que l'on trouve surtout en Afrique,

précisément au Kivu, une vaste région située dans l'est de la République Démocratique du Congo. Depuis plus de vingt ans, une guerre entre factions armées y fait rage pour le contrôle des mines d'où sont extraits ces matériaux. Cette guerre, qui n'est pas finie, a déjà fait, dans l'indifférence générale, plus de 3 millions de morts, ainsi que des centaines de milliers de blessés et de réfugiés. Des dizaines de milliers de femmes ont également été violées, le viol y étant considéré comme une arme de guerre. C'est le prix payé par une partie de l'humanité pour qu'une autre ne cesse d'« avancer dans la modernité ».

Pour être vendus sur les marchés du monde entier, ces « produits » sont transportés (tout comme les matières premières pour les fabriquer) par voie maritime ou aérienne, ce qui engendre une pollution supplémentaire des airs et des océans.

Enfin, quand ils sont passés de mode, ils sont abandonnés dans des décharges d'ordures (où ils polluent les sols) ou bien brûlés dans des usines d'incinération (où ils polluent l'air que nous respirons) ou bien encore envoyés par bateau dans des pays africains où, si une partie des matériaux peut effectivement être récupérée et recyclée, différents métaux et les carcasses en matière plastique sont, eux, abandonnés et polluent les sols.

En 1721, l'écrivain français Montesquieu faisait dire à l'un de ses personnages des *Lettres Persanes* : « Je trouve les caprices de la mode, chez les Français, étonnants. Ils ont oublié comment ils étaient habillés un été ; ils ignorent encore plus comment ils le seront cet hiver ; mais surtout on ne saurait croire combien il en coûte à un mari pour mettre sa femme à la mode ». En ce temps-là, la mode ne concernait alors en France que de riches citadins et n'avait aucun impact sur les écosystèmes.

2 D'autant qu'ils placent une part substantielle de ces profits dans des « paradis fiscaux », où les compagnies ne paient pas d'impôts sur leurs bénéfices. Ce qui fait un manque à gagner estimé annuellement à 130 milliards de dollars pour l'ensemble des pays plumés.

Aujourd'hui, trois siècles plus tard, c'est devenu un phénomène mondial qui concerne des milliards d'hommes et de femmes.

L'industrie textile qui, aujourd'hui, crée de toutes pièces les modes vestimentaires est régie par les mêmes principes : délocalisation,

consommation d'énergie, bas salaires, transports maritimes ou aériens incessants, conditions de travail difficiles. Rappelons, pour ne citer que deux exemples, qu'un bâtiment de neuf étages abritant plusieurs usines textiles s'est effondré en avril 2013 à Dacca (capitale du Bangladesh), provoquant la mort de plus de 1100 ouvrières et ouvriers et des centaines de blessés, lesquels travaillaient pour des marques de vêtements européennes. Que, depuis que ce procédé technique est interdit en Turquie (car il a provoqué de nombreux cas de silicose chez les ouvriers), la Chine s'est spécialisée dans le «délavage artificiel» des jeans. Ce sont donc les ouvriers et ouvrières chinois qui, à leur tour, sont victimes de la silicose pour que, dans le monde, les gens portent des jeans à la mode, c'est-à-dire déjà délavés avant même d'être utilisés. Et c'est en Chine toujours, dans la région de Xin Tang, «la capitale mondiale du jean» (elle en fabrique 200 millions par an) que les cours d'eau et les sols sont gravement pollués par les produits – contenant des métaux lourds – utilisés pour la teinture du coton. Tous les secteurs industriels, ceux du jouet, du bâtiment, de l'agroalimentaire (avec les pesticides et les OGM), de l'automobile, etc. utilisent le même mode de fonctionnement. Voilà pourquoi cette course effrénée à la modernité technologique, à la mode vestimentaire renouvelée en permanence, a des conséquences dramatiques sur le climat mais aussi sur l'air, les sols et les océans qu'elle pollue dangereusement. Avec pour conséquence, si des mesures de régulation à caractère supranational ne sont pas prises rapidement au niveau mondial pour le contrôle de ces compagnies industrielles et financières, plus puissantes que la quasi-totalité des États, un risque réel pour l'humanité. Aujourd'hui, en 2017, ce constat et cette proposition

ne brillent pas par leur originalité. Toute personne de bon sens, qu'elle se déclare mondialiste ou non, est en mesure de le faire. Ce ne fut pas toujours le cas, loin de là ! Aussi est-il utile de saluer ces « lanceurs d'alerte » que furent, il y a plus de quarante ans, les délégués élus du Congrès des Peuples³. En effet, par leur Déclaration du 2 juin 1974 sur «l'énergie et les matières premières» et du 1^{er} décembre 1979 sur «les sociétés multinationales» (retrouvez sur notre site internet les liens correspondants et aussi dans le bulletin n°13 en p11 et 12), les mondialistes avaient mis le doigt sur ce qui, quatre décennies plus tard, serait enfin vu comme la source de bien des problèmes mondiaux. Ils avaient hélas prêché dans le désert. Gageons qu'il n'est pas trop tard pour faire entendre la raison et que, à l'«agir global» réclamé par les mondialistes, s'ajoutera l'indispensable «agir local» demandé par la mouvance altermondialiste. Car l'un ne va pas sans l'autre.

«Une société montre son degré de civilisation dans sa capacité à se fixer des limites», écrivait dans les années 1970 le philosophe et économiste Cornélius Castoriadis (1926-1997). Ce propos visionnaire était tenu bien avant que les scientifiques ne mesurent l'ampleur des dégâts provoqués par la priorité donnée au niveau mondial à l'économie, via l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) notamment. Ces limites doivent être impérativement fixées au niveau mondial. Et si l'on veut que nos petits-enfants aient réellement une chance de vivre dans un monde viable, il est nécessaire d'ajouter, en paraphrasant C. Castoriadis : «Toute personne montre son degré de civilisation dans sa capacité à fixer dès maintenant des limites à sa propre consommation».

Joël Luguern

3 Le Congrès des Peuples est une institution alternative créée par les mondialistes en 1963. Il regroupe des Délégués élus directement par les Citoyens du Monde. Ces délégués prennent position sur des questions qu'ils considèrent comme étant de dimension mondiale.

Lectures d'été



30 jours... pour ouvrir sa conscience

Essai en humanité. Jean-Claude Bidaux, Libranova, 2016

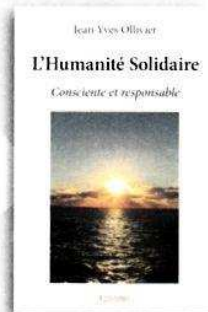
Dans un monde turbulent et quelque peu désorienté, livré aujourd'hui à de nombreux appétits de pouvoir, de richesse, d'emprise religieuse, de souveraineté nationale, et même de quête transhumaniste... Notre simple et authentique nature humaine, en quête de sens, peine à émerger sainement, retenue par la matérialité de l'existence et pénalisée par le sous-développement psychologique et spirituel. Ce parcours en 30 étapes met l'accent sur l'hiatus, ce clivage profond en nous qui, dans ce contexte, nous accule à la contradiction intérieure : nous sommes écartelés entre nos dispositions généreuses et la protection ou l'intérêt (personnel ou corporatiste). Ce piège peut être générateur de malaise, signe qu'une évolution est souhaitable. Il nous faut donc apprendre à dépasser l'hiatus en ouvrant notre conscience, et en acceptant tout changement de mentalité nécessaire qui permette la réorientation de nos actes (individuels et collectifs). Pour y parvenir, s'éloignant ainsi du malaise apparu, neuf pistes sont proposées ici comme autant de chemins d'évolution, avec la perspective de se sentir en harmonie.

L'humanité solidaire

Consciente et Responsable. Jean-Yves Ollivier, Edilivre, 2015

Partant du constat de l'état paradoxal de notre ultra modernité, déchirée entre une masse de connaissance, de moyens techniques et de confort jamais égalés et son équivalent en capacités de destruction – qui recouvre un spectre aussi bien économique, social et politique qu'écologique –, Jean-Yves Ollivier se propose dans cet essai d'en appeler à la responsabilité de chacun. Il invite ainsi le lec-

teur à suivre un parcours qui, sous une forme généalogique, en revient aux fondamentaux afin de mieux pouvoir, dans un second temps, se tourner de façon lucide et concrète vers un avenir à inventer. Posant l'esprit critique et l'introspection en pierre angulaire de cette «Humanité solidaire» qu'il appelle de ses vœux, il offre ainsi une véritable boîte à outils afin de constituer une réponse démocratique aux grandes crises que nous traversons, de réaliser cet État de paix mondial que décrivait déjà un certain Emmanuel Kant, il y a trois siècles de cela.



Les Kinks, les Byrds, les Pretty Things...

On peut militer depuis des décennies contre l'impérialisme américain, manifester dans la rue contre les traités TAFTA et CETA, dénoncer vigoureusement les multinationales anglo-saxonnes et être néanmoins un passionné de rock et de pop music. C'est le cas de l'écrivain Didier Delinotte, qui fut pendant des années un collaborateur régulier de *Citoyens du Monde*. Lui, en effet, en sus de la politique, est un «fan» de la musique anglo-saxonne des années 60 et 70. Il est l'auteur de nombreuses biographies de groupes célèbres : *The Byrds (des cow-boys de l'espace)*, *Les Pretty Things (une institution !)*, *Arthur Lee et Love (Da Capo)*, *The Kinks. (Histoire d'une nostalgie chronique)* – en collaboration avec Jacques Vincent –, et *Procol harum (Marins, fantômes, dandys et vieux rhum)*. Tous ces livres sont édités par Camion Blanc.

P.S. : L'introduction de son *Procol harum* mériterait d'être publiée, à côté d'écrits de François Villon, Boris Vian, Rimbaud, J.-J. Rousseau, Chateaubriand et autres dans une anthologie des meilleures évocations des folles ou difficiles années de jeunesse.

Campagnes

Vous fûtes nombreux à participer aux trois campagnes menées par Citoyens du Monde : contre le TAFTA, contre le droit de veto à l'ONU et pour la création d'une Autorité Supranationale du Climat (ASC). Nombreux, oui, mais pas suffisamment pour que le cours des choses en soit inversé s'agissant du droit de veto et de l'ASC ; car, concernant le TAFTA, l'action conjuguée de maintes ONG (dont la nôtre) à l'échelle européenne a fini par lui faire un sort.

Il y a dix ans, nous nous réjouissions d'avoir contribué, avec ATTAC et d'autres associations, à l'abandon, par l'Organisation Mondiale du Commerce, de son projet d'Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS). Aujourd'hui, nous nous félicitons d'avoir été de ceux qui ont mis en échec ce projet stupide et dangereux qu'était le TAFTA. Car, dans les deux cas, l'arbitrage supranational avancé était à l'exact opposé des autorités supranationales, démo-

cratiques, elles, que nous, mondialistes, prônons pour régler les problèmes qui se posent à l'échelle du monde.

Un grand merci à tous ceux qui ont écrit à leur(s) élu.e(s) et/ou aux associations concernées par la question climatique. Et un merci particulier à celles et ceux qui nous ont fait suivre les réponses de ces élu.e.s : M^{mes} Pierrette Aures, Yveline Pouillot, Michèle Le Guellec, Anna Pidoux, Gisèle Couchoux, Anne Freycon, Michelle Depaul, Liliane Deroche et MM. Raoul Gimonneau, Jean-Luc Lebrun, Robert Champeau, Jean Grenier, Victor Zocchetto, Philippe Michalet, Jean-Claude Langlois, Michel Boussard, Jean-Marc Bruneel et Jean-Louis Tourdias.

À noter que :

Aucune association, pourtant toutes concernées au premier chef par le problème du climat, n'a répondu à notre proposition de création d'une « Coalition pour une Autorité Supra-

nationale du Climat ». Quelle conclusion faut-il en tirer ?

C'est la campagne « Non au droit de veto à l'ONU » qui a suscité le plus de réponses. Parmi ces courriers, retenons celui de la sénatrice communiste de l'Isère, Annie David : « *Le droit de veto, expression d'une hiérarchie de puissance, doit être dépassé pour donner à chaque État les mêmes droits et pouvoirs* », et celui encore plus précis de la sénatrice communiste du Nord, Michelle Demessine : « *Le droit de veto, expression d'une hiérarchie de puissance, doit être dépassé pour donner à chaque État les mêmes droits et pouvoirs, y compris les pays les moins avancés du Sud.* »

Si la commune de Tonnay-Charente s'est déclarée « territoire hors zone TAFTA » grâce à l'action résolue des Citoyens du Monde de la ville et de plusieurs mouvements locaux également opposés à cet accord, c'est à Michel Boussard, et à lui seul,

que l'on doit les déclarations « Territoire hors TAFTA » des communes de Cervon (Nièvre) et du Tampon (La Réunion).

La campagne contre le droit de veto à l'ONU, dont, rappelons-le, Jean Grenier et Jean-Claude Bidaux sont les initiateurs, mérite d'être poursuivie à l'automne, après l'élection des nouveaux députés à l'Assemblée nationale. Pourquoi pas dans le cadre d'un Collectif regroupant un maximum d'associations (pacifistes, fédéralistes, etc...) opposées elles aussi à cette survivance inique d'un autre âge ?

La campagne pour la création d'une Autorité Supranationale du Climat mérite elle aussi, évidemment d'être poursuivie. Plus que jamais ! Cependant, face au peu d'écho - c'est un euphémisme ! - rencontré auprès des associations pourtant concernées par cette question, il reste à en définir une nouvelle forme.

Joël Luguern

DOCUMENTATION archivesdumondialisme.org

Des archives pour témoigner



Stockés depuis les années 1950 par Guy Marchand et conservés quasiment intacts jusqu'à ce jour, ce sont pas moins de 20 m3 d'archives mondialistes qui attendent d'être triés, rangés puis, pour les documents les plus remarquables, numérisés et mis à disposition des internautes à l'adresse suivante avec mise en ligne des premiers documents dans les prochains mois sur :

archivesdumondialisme.org

Le tri a déjà commencé et la dématérialisation également. C'est un travail de longue haleine et nous n'en verrons les résultats que dans plusieurs années. Ces documents uniques, témoignages de l'engagement de ces précurseurs, véritables visionnaires du xx^e siècle seront alors disponibles pour les chercheurs, universitaires et mondialistes de tous pays. Ceux d'entre vous qui possèdent des documents ou souhaitent prendre part à ce travail peuvent se mettre en contact avec nous.



Petites annonces d'une grande importance

Après avoir bénéficié pendant près de cinquante ans des bons et loyaux (mais hélas très nucléarisés...) services d'EDF, Citoyens du Monde a décidé de changer de fournisseur d'électricité.

Nous avons fait le choix d'une électricité renouvelable et opté pour **ENERCOOP**, un fournisseur d'électricité verte. C'est légèrement plus cher mais la vie des générations futures et l'existence même de l'espèce humaine n'ont pas de prix, n'est-ce pas? Sans compter que, tous les experts le disent, EDF n'a pas provisionné suffisamment de fonds pour financer le démantèlement de ses centrales nucléaires en fin de vie active... Donc ce sera aux générations futures de payer. Ainsi, dans les deux cas, il faudra acheter plus cher notre électricité. Alors autant qu'elle soit verte...

Si vous souhaitez la contacter, voici les coordonnées de cette coopérative:

16-18 Quai de la Loire
75019 - PARIS
Tél: 01 75 44 41 56
www.enercoop.fr



Un grand merci à Maurice Mangin, d'Ambérieu-en-Bugey (Ain), pour le magnifique tableau qu'il a peint et offert à Citoyens du Monde. Cette œuvre, très colorée, décore désormais notre local, le rendant plus vivant.



Merci aussi à Albert Magrit, de Saint-Vigor le Grand (Calvados) pour les photos des pancartes qu'il avait confectionnées pour sa participation aux manifestations après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper-Casher de la Porte de Vincenne à Paris. Elles illustrent, avec d'autres photos envoyées par d'autres Citoyens du Monde (comme M. et M^{me} Daveau), le panneau d'informations du 15 rue Victor Duruy.



Il y eut Robert Buron puis André Diligent.

Le premier avait été, à la Libération, l'un des fondateurs du MRP (Mouvement républicain populaire); puis député de ce parti en Mayenne. Le temps passant, il pencha de plus en plus à gauche au point d'adhérer au parti socialiste en 1971. Cette année-là, il fut élu maire de Laval, à la tête d'une liste de gauche. Parallèlement, il fonda en 1967 puis anima jusqu'à son décès en 1976 (à 63 ans) le mouvement Objectif 72 rebaptisé peu après Objectif socialiste. Ce militant infatigable avait été l'un des instigateurs du statut d'objectif de conscience qui vit le jour en 1963, et à la demande du Général de Gaulle, il fut l'un des trois négociateurs français des Accords d'Évian qui, en mars 1962, mirent fin à la guerre d'Algérie.

Le deuxième, homme du Nord, fut lui aussi parlementaire MRP (député puis sénateur) et maire de Roubaix de 1983 à 1994. Surnommé «le candide du Sénat» par ses pairs, qui le jugeaient idéaliste, André Diligent avait été membre du Haut Conseil à l'intégration de 1990 à 1994. Il est décédé en 2002 à l'âge de 82 ans.

Jamais 2 sans 3...

Le 3^e homme politique à avoir demandé sa carte de Citoyen du Monde est donc Jean-Marc Governatori. Le fondateur et co-secrétaire national de l'Alliance Écologique Indépendante nous a rejoints il y a trois ans. Outre ses activités politiques, cet ancien chef d'entreprise est l'auteur de nombreux livres, parmi lesquels *Un Autre Monde est Possible. Indispensable* (ILV Édition) et *L'écologie, un diamant à 8 facettes* qui fut préfacé par Albert Jacquard, bien connu de nous puisqu'il fut de son vivant membre du Comité de soutien de Citoyens du Monde.

Jamais 2 sans 3, donc. Mais nous aimerions bien que le mondialisme fasse mentir l'adage, ou plutôt le prolonge, et qu'on puisse dire: jamais 3 sans 4, puis 4 sans 5, etc... De nombreuses personnalités politiques ont déjà fait des déclarations allant dans le sens de nos idées (voir le *Bulletin* n° 16/17), mais aucune d'elles n'a encore contacté le 15 rue Victor Duruy pour demander sa carte de Citoyen du Monde...

Le dernier en date à tourner autour du mondialisme est peut-être Jean-Luc Mélenchon: «*Oui, entre le moment où je suis entré dans la vie politique et maintenant, j'ai changé de principes. Avant, on se référait au seul intérêt de classe. Pour moi, à présent, c'est l'intérêt général humain qui doit primer car l'écosystème est menacé pour tout le monde. Il y a trente ans, on pensait que la fin justifiait les moyens. Je ne le crois plus. Personne ne peut jamais abandonner sa responsabilité personnelle. L'indignation morale est un motif d'action politique aussi puissant que l'intérêt de classe. Aussi bien pour les classes populaires que pour les classes moyennes.*» (Le Parisien, 23 mars 2017) Alors JLM? Bientôt CDM?



À l'issue de l'assemblée générale qui s'est tenue le 1^{er} juillet 2016, à Paris, le nouveau conseil d'administration de Citoyens du Monde se compose des personnes suivantes: Didier Marchand (secrétaire général), Jean-Paul Wellhoff (secrétaire général adjoint), Joëlle Leroy (trésorière) – ces trois personnes composant le Bureau – Mario Cassassus, Véronique Forgeau, Patrick Hochède, Claude Jousseau, Cécile Lecan, Jean-Claude Loewinski, Joël Luguern, Liliane Metz-Krencner, Bernard Muet, Pierre Pinçon, Thierry Toulon.



Notre ami, Georges Federmann, Citoyen du Monde et délégué élu au Congrès des Peuples, est probablement le seul psychiatre à exercer, en France, sans rendez-vous.

Le réalisateur, Swen de Pauw, a installé ses caméras dans son cabinet à Strasbourg. *Le Divan du Monde*, titre du documentaire d'une heure et demie tiré des entretiens de G. Federmann avec ses patients, est sorti sur les écrans en mars 2016: «*Le film devrait être, à l'instar de ces consultations, remboursé par la sécu*», écrit *Télérama*.



Un grand merci à Jean-Claude Loewinski, 93 ans cette année et l'un des derniers Citoyens du Monde «historiques» (sa carte, prise dès 1949, porte le n° 1561), merci donc pour tous les documents sur le mondialisme qu'il donne à Citoyens du Monde. Ses archives sont une mine d'information pour qui entreprendra d'écrire l'histoire du mondialisme depuis ses origines. Rappelons que les mots «mondialisme» et

«mondialiste» ont été créés au tournant des années 1950.



À propos des archives de l'association, une session de tri et de classement a eu lieu au cours de l'été dernier. Quelques Citoyens du Monde se sont activés pendant une semaine pour envoyer à la déchetterie voisine beaucoup de documents n'ayant aucun lien avec le mondialisme ainsi qu'une partie de la documentation mondialiste disponible en un trop grand nombre d'exemplaires. On y voit à présent beaucoup plus clair et l'on peut désormais circuler dans presque toutes les allées du local où sont encore entreposées plus de 20 m³ d'archives.



Vous souhaitez personnaliser les cartes (postales ou autres) que vous envoyez? Jacques Flament, éditeur mondialiste, est l'homme de la situation. Son département «cartothèque» imprime des cartes à la demande de ses clients, et ce, à des prix très intéressants.

On peut, par exemple (d'aucuns l'ont déjà fait) faire imprimer un texte mondialiste au recto, et écrire à ses parents, amis, connaissances au verso. Une façon originale de faire connaître ses idées.

Éditions Jacques Flament
44 rue Principale
08380 - La Neuville-aux-Joûtes
03 24 27 77 02
www.jacquesflamenteditions.com/cartothèque



Aux lecteurs de Citoyens du Monde qui ont accès à l'internet, nous recommandons un entretien passionnant avec Jacques Testart, biologiste mondialement connu et membre de notre Comité de soutien, publié sur le site d'information Reporterre le 17 mai 2017. Titre de l'entretien: «*Il faut un contrôle citoyen de l'activité de recherche*». La dernière phrase de son propos est on ne peut plus claire: «*Les conventions de citoyens permettent l'émergence de l'altruisme, de la prise en compte de l'intérêt de l'espèce humaine.*»

Les lecteurs qui n'ont pas accès à l'internet peuvent lire, sur le même thème, le livre de Jacques Testart *L'humanité au pouvoir. Comment les citoyens peuvent décider du bien commun*, paru aux éditions du Seuil. «Le bien commun...» une idée qui nous tient à cœur depuis bientôt... 70 ans.

Paroles de mondialistes réfléchis

Une bonne nouvelle... Ayant égaré ma carte d'identité, je me suis présentée au supermarché Carrefour avec mon chèque et ma carte «Citoyen du Monde». Après renseignement... «Pas de problème Madame», fut la réponse.
Nadine Guyotot-Gavriloff, Lyon (Rhône)

Les années ont beau passer, à 96 ans (grâce, peut-être, à mes 45 minutes de gymnastique quotidienne), je suis toujours là pour apporter ma contribution à l'existence de notre grand «mouvement», avec mes bons vœux pour cette nouvelle année.

Roger Chenu,
 Sanary-sur-Mer (Var)

Vous trouverez ci-joint ma contribution. J'ai beaucoup apprécié le dernier numéro de la revue et vous en félicite. Amicalement.
 Jacques Thouvenot,
 Bachy (Nord)

Merci pour le dernier numéro du bulletin (n° 20) qui est remarquable et plein de dynamisme. Ci-joint ma participation pour le trésorier.
Vincent Gay, Cergy (Val d'Oise)

Je vous exprime aujourd'hui mon attachement au bulletin dont j'apprécie le rédactionnel ainsi que l'utile pagination (...)

2014 : Année internationale de l'agriculture familiale. L'ONU a voulu rehausser l'image de l'agriculture familiale et de la petite agriculture, souvent perçues de manière caricaturale comme archaïques, en focalisant sur leurs contributions à l'éradication de la faim et de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement et au développement durable. Si un appel à débat de l'ONU a été entendu quelque part, ce n'est certainement pas en France. Par contre, nous avons tous entendu parler de ferme à mille vaches, de destruction de zones humides et de bocages, de barrage pour favoriser les plantations de maïs et peut-être aussi de suicides de paysans (...)

Thierry Brélivet,
 Brest (Finistère)

Osca pel vostre treball Traduction de l'occitan en français : Bravo pour votre travail

Claude Assemat, Triel-sur-Seine (Yvelines)

J'aimerais vous commander huit numéros du dernier bulletin trimestriel (n° 18/19/20) afin de le diffuser à des proches, en espérant qu'ils donnent suite aux différents courriers à expédier et plus...

L'année 2015 a frappé un grand coup dans les esprits et les consciences. (...) Je veux espérer que cela fera avancer la réflexion sur une autre manière d'organiser le monde, telle qu'elle est développée dans «l'appel pour l'unité politique de la planète». Que la confiance nous habite pour aller dans ce sens. Avons-nous d'autres choix?

Odile Girod,
 Marnoz (Jura)

Je vous remercie pour l'excellence des textes de la revue Citoyens du Monde.
Pierre Chevalier, Catllar (Pyrénées Orientales)

Quelle attitude vis-à-vis de Daech? Une autre solution que la solution militaire est-elle possible et réaliste? Je crois vous avoir déjà déclaré que j'étais partisan d'un monde où toutes les armées nationales auraient disparu, mais il me semble nécessaire de garder une force internationale dirigée par le futur gouvernement mondial de 250 000 à 300 000 soldats de toutes les nations. Pour prévenir des massacres comme le génocide arménien, le génocide juif, le génocide du Rwanda, et autres massacres (Soudan). Être pacifistes ne nous empêche pas d'être réalistes et de ne pas sombrer dans l'angélisme.

Jean-Claude Hirsch,
 Civrieux d'Azergues, (Rhône)

Ci-joint un chèque de soutien. Merci de m'envoyer trois numéros du dernier bulletin (n° 18/19/20)
Marie-Pierre Coeugnart, Versailles (Yvelines)

Comme d'habitude, je suis allé voter le 7 mai dernier avec ma carte de Citoyen du Monde. Cela n'a jamais posé question mais pour la première fois l'assesseur m'a demandé: «Quelle est la validité de cette carte?» Je lui ai répondu que sa validité tenait au fait que ça faisait près de 20 ans que je votais systématiquement avec elle. Et je lui ai proposé de lire le Pacte des citoyens mondiaux que je garde à l'intérieur de cette carte. Cela ne l'a guère intéressé, mais sa voisine suivait l'échange d'une oreille intriguée et amusée et, quand j'ai eu fini de voter, m'a dit: «C'est très

intéressant, comment peut-on faire pour s'en procurer une?»

On aura peut-être quand même gagné un petit quelque chose aujourd'hui...

Florent Gaudez,
 Gaillac (Tarn)

Mon père, qui n'avait jamais entendu parler de Socrate «ni athénien, ni grec, citoyen du monde» a été mobilisé en septembre 1939. Marié en mars 1940 pendant une permission, prisonnier de guerre en mai et envoyé en Poméranie, père d'une petite fille en décembre, libéré par l'armée rouge en janvier 1945, il a accompagné les civils allemands en fuite dans la neige. Envoyé en Russie, au bord de la Volga, il y a souffert de la faim; rentré chez lui en août 1945, trois mois après la victoire, sa fille avait quatre ans et demi.

Quand on lui demandait quel était son parti politique, il répondait «je suis citoyen du monde».

Pas besoin d'être cultivé pour être sage.

Gérard Héteau,
 Brest (Finistère)

C'est peut-être le moment d'essayer de fédérer les Hommes de Bonne Volonté... Il y en a beaucoup, nous devrions faire «tache d'huile» pour garder l'espérance avant que le drame planétaire écologique et humain n'escamote une grande partie de cette humanité en grand Péril. Merci d'être.

Annick Marsilli, Erquy (Côtes d'Armor)

Oc, lo moment es vengut per una organizacion deu monde que respecte las personas, los poples, las culturas, los equilibris naturaus e la biodiversitat. Veiqui ma contribucion mai lo paiement de l'abonament a «Ciudadans deu Monde». Amistats occitanas e mondialistas.

Traduction: Oui, le moment est venu pour une organisation du monde respectant les personnes, les peuples, les cultures, les équilibres naturels et la biodiversité. Voici ma contribution et le règlement de l'abonnement à Citoyens du Monde. Amitiés occitanes et mondialistes.

Jean Urroz,
 Manot (Charente)

Mon premier souvenir de Citoyens du Monde est au cours d'un camp de vacances en Bourgogne en juillet 1952. Garry Davis est venu nous parler... J'avais 16 ans. C'est sans doute un peu grâce à cette ouverture que j'ai milité ensuite dans diverses

associations tiers-mondistes dont la dernière à laquelle je participe encore, l'AFPS (Palestine Solidarité).
Jean-Pierre Catteau, Lomme (Nord)

Il me semble que nous ne faisons que récolter ce que nous avons semé, et que nous avons un rôle à jouer dans l'évolution de la situation:

pourquoi ne pas apprendre aux enfants à écouter les oiseaux, au lieu de les laisser regarder n'importe quoi à la télévision? Pourquoi ne pas leur enseigner l'amour de la vie et des gens, plutôt qu'à devenir compétitifs et performants au détriment des autres? Et pourquoi ne pas leur offrir, à la place des jeux vidéo ultra-violents, d'autres où il serait question de construire un monde plus juste, équitable, harmonieux? Soyons lucides, et ne nous réfugions pas frileusement derrière nos privilèges: quelle vision offrons-nous aux autres de notre soi-disant «civilisation» occidentale?

Un monde égoïste, corrompu par le fric, le mépris, la haine raciale! (...) Sauver la planète repose sur l'entraide, la solidarité, et surtout l'amour. Nous sommes tous responsables! Et peut-être la violence qui nous entoure, en incitant chacun.e à cette prise de conscience, pourra-t-elle déboucher sur un monde meilleur.

Marie-Odile Dacheux,
 Saint-Philippe (La Réunion)

J'avais organisé à Molières, la première fête ATTAC départementale, et j'y tenais un stand Citoyen du Monde. J'ai ma carte d'identité Citoyen du Monde en occitan. Au tribunal, elle est acceptée. Je vous l'avais écrit (...) J'ai subi deux procès, un à Bordeaux en tant que «fauteur volontaire» d'OGM et l'autre à Bergerac pour «refus de prélèvement d'ADN», à l'occasion duquel je fus relaxé. La carte d'identité nationale est valable pour dix ans, c'est écrit dessus. On n'est donc Français que dix ans! Je ne l'ai pas renouvelée. Dernièrement, ayant planté 100 chênes truffiers, j'ai déposé une demande d'aide: 60 % de subvention du Conseil régional. Elle ne m'a pas été attribuée car Citoyen du monde ne leur convient pas. Tant pis!

Citoyen du Monde, et citoyen de base, chacun à son niveau, si petit soit-il; c'est ça qu'il faut faire sentir. Le «monde», c'est loin, comment y avoir de l'empathie; pas d'aura! Citoyen, car l'homme est un être social, ce que la télévision, internet, les téléphones portables, en réalité, nous enlèvent! Militant paysan,

anti-OGM, je sais l'importance du «monde».

Amistats occitanas.
René Carrier,
Molières (Dordogne)

L'actualité politique au niveau mondial, mais également en Europe, y compris en France, est plutôt désespérante, avec une montée de plus en plus puissante d'un nationalisme étroit, et pas seulement parmi les fanatiques du Front National. Peut-être est-ce dû, au moins en partie, à l'accapement des idées mondialistes, totalement dévoyées, par une minorité de dirigeants des sociétés multinationales dont l'objectif est aux antipodes de l'idéal des Citoyens du monde.

Que peut-on faire pour remettre un peu de compréhension dans l'esprit du grand public, totalement anesthésié ou endormi par une multitude de divertissements sportifs, pseudo-culturels ou carrément nauséabonds servis en surabondance par les grands médias? Le peu d'adhésion du dit grand public aux événements majeurs ou aux réflexions sur les grands problèmes auxquels le monde d'aujourd'hui est confronté donne l'impression que rien ne peut s'opposer aux décisions absurdes prises par quelques personnalités qui s'imaginent pouvoir faire n'importe quoi sans se soucier des conséquences tant à court terme qu'à moyen ou long terme (...)

Pour ma part, je suis de plus en plus engagé dans des mouvements divers ou des associations, à différents niveaux géographiques, depuis le purement local jusqu'au national et un peu au-delà, avec une certaine cohérence dans les domaines qui concernent l'eau, l'énergie, la terre, le climat, l'habitat, les transports, la monnaie et d'autres encore. Mais le poids de ces associations ou de ces ONGs reste minime au regard des dirigeants politiques, souvent empêtrés dans des considérations politiciennes insensées qui leur ôtent toute crédibilité.

Alors, avec ma femme, nous avons décidé de rejoindre un projet d'habitat groupé qui se construit en harmonie avec le mouvement des Colibris créé par Pierre Rabhi. C'est à la fois peu de chose, et pourtant cela donne le sentiment qu'on avance dans la bonne direction, à petite échelle bien sûr, mais sans perdre de vue les liens ou les relations qu'on peut entretenir à l'échelle mondiale. Est-ce un exemple à suivre? Je ne sais pas, cependant cela peut devenir une référence pour d'autres personnes qui cherchent comment redonner à leur vie un sens qu'elles pensent avoir perdu.

Bernard Chuzeville,
Virigneux (Loire)

Je rejoins avec grande joie et consciente des responsabilités

le groupe des Citoyens du Monde. J'ai déjà une demande à formuler... En ce monde où l'égalité homme-femme n'est pas encore faite, pourrions-nous écrire Citoyen.ne.s ou CitoyenNEs du Monde?
M^{me} Dominique Reynaud, Saint-Jean-en-Royans (Drôme)

Je vous adresse ci-joint ma contribution volontaire, et ma commande de six numéros du dernier bulletin (n° 20) que je voudrais faire lire à mes enfants et à des amis.

Encore mille mercis pour votre dévouement et le contenu de ce bulletin.

Didier Foucher,
Chisseaux (Indre-et-Loire)

Je suis «CDM»... depuis plusieurs années, abonné à la revue, dans laquelle j'ai lu: Bulletin 18/19/20 page 27 une info concernant les CDM qui ont demandé leur carte en Espéranto. Je suis espérantiste et espérantophone depuis 1984 et j'ai ma carte de CDM depuis 1991 écrite en espéranto et je lis: «Benveno»... ceci est mal écrit... n'existe pas! Il y a lieu d'écrire «BONVENON» = Bienvenue!
Ah! C'est bien dommage! Le rédacteur du bulletin est allé... trop vite!
Robert Kueny, Geishouse (Haut-Rhin)

Lorsqu'on envoie des lettres personnelles issues de votre bulletin contre les ventes d'armes, contre l'armement atomique, etc. au président de la République, a-t-on une réponse? Merci pour votre travail, votre engagement.

Yves Bouyer,
Villers-le-Lac (Doubs)

CDM: Les lettres issues de notre bulletin et adressées au président de la République ou à toute autre personnalité du pouvoir exécutif ne sont quasiment jamais lues par leurs destinataires. Elles le sont, en revanche, par un de leurs assistants ou conseillers. Quand un nombre significatif de lettres concernant un même sujet arrive à ces «lecteurs», la personnalité en question est informée de l'existence de ces courriers et du nombre d'exemplaires reçus. C'est une sorte de baromètre permettant de mesurer la sensibilité de l'opinion à telle ou telle question. Il est extrêmement rare que les expéditeurs reçoivent, alors, individuellement une réponse, mais si le nombre de lettres reçues est vraiment significatif, cela peut – nous disons bien: «peut» – contribuer à faire infléchir le point de vue de la personnalité sur la question. Il faut croire que, jusqu'à présent, nos courriers ne furent

pas assez nombreux pour amener le président de la République et le ministre des Affaires étrangères à modifier leur point de vue, avant la COP 21, sur la nécessité de la création d'une Autorité Supranationale du Climat.

Il en va différemment lorsque nous écrivons à des élus locaux: députés, maires, etc. Étant sensibles à leur image locale (et à leur réélection...), ils répondent généralement aux courriers reçus. Il s'agit hélas trop souvent de réponses passe-partout, «qui ne mangent pas de pain», comme on dit communément, mais parfois, et c'est encourageant, de réponses argumentées allant même jusqu'à approuver les propositions de leurs correspondants, tout en précisant que leurs pouvoirs de décision sont très limités, sauf bien sûr lorsqu'il s'agit, par exemple, de déclarer leur commune, canton ou département «territoire hors AGCS» ou «territoire hors TAFTA».

Quant à notre campagne de 2015 en direction d'associations afin de soutenir ensemble la création d'une Autorité Supranationale du Climat, il faut bien reconnaître qu'elle n'a guère rencontré d'échos favorables auprès de ces associations pourtant toutes sensibilisées à la question climatique (ce qui n'est d'ailleurs par une raison pour baisser les bras!) En revanche, la déclaration de Nicolas Hulot au *Journal du Dimanche*, en novembre 2015, dans laquelle il affirmait qu'il fallait «sortir des oubliettes» l'idée ancienne de création d'une Autorité Mondiale du Climat est probablement à mettre à notre actif. En effet, de nombreux Citoyens du Monde (ils nous l'avaient fait savoir) avaient envoyé à la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme la fameuse lettre, publiée dans notre bulletin n° 20; ce qui entraîna, on peut le supposer, l'expression publique de ce point de vue mondialiste par cette personnalité écologiste.

Bravo pour la quasi-totalité du dernier bulletin (n° 20). Par contre, j'avoue n'avoir rien compris à la page sur Renée Marchand et l'extrait du livre (une enquête ?)

Quelle enquête ???).

Thierry Schalck, Soignolles-en-Brie (Seine-et-Marne)

CDM: Comme il est dit dans la présentation du texte dont elle est l'un des personnages, Renée Marchand fut la cheville ouvrière de Citoyens du Monde pendant plus de cinq décennies. Joël Luguern, de son côté, a écrit une biographie de l'auteur-compositeur-interprète et producteur Pierre Barouh. Ce livre, Pierre Barouh, l'éternel errant, se présente sous la forme d'une enquête menée

par des policiers, un juge d'instruction et sa femme, Martine.

À un moment du récit, l'enquête conduit ces fins limiers jusqu'au local de Citoyens du Monde, à Paris, dans le 15^e arrondissement. L'extrait du livre présenté dans le précédent bulletin concerne la rencontre entre Martine et Renée Marchand, dans ce local. (J. Luguern est lui-même Citoyen du Monde. Il fut longtemps le rédacteur principal du bulletin.)

Étant moi-même Citoyen du Monde et fier de l'être, j'ai été très désagréablement surpris de me trouver en compagnie de Gérard Depardieu, si toutefois son affirmation est exacte.

Je vous joins la copie d'une revue, que mes amis au courant de mon adhésion à Citoyens du Monde, se sont empressés de porter à ma connaissance.

Si ce n'est pas secret, je vous serais reconnaissant de m'éclairer sur l'exactitude de sa déclaration concernant l'adhésion ou pas.

Victor Zoccoletto,
Agen (Lot-et-Garonne)

CDM: L'acteur Gérard Depardieu s'est en effet déclaré à plusieurs reprises «citoyen du monde» depuis qu'il a quitté la France pour la Belgique puis la Russie. Mais, nous pouvons vous l'assurer, il n'a pas de carte de Citoyen du Monde. Il n'est d'ailleurs par le seul à se présenter ainsi. C'est aussi le cas, par exemple, d'Arthur, l'animateur de TF1, qui fait dire par son assistante qu'il est «citoyen du monde» quand on lui demande la raison de son installation en Belgique. C'est encore le cas de Carlos Ghosn, le PDG de Renault-Nissan, qui a intitulé *Citoyen du Monde* son autobiographie.

Cependant, aucune de ces personnes n'a, un jour, tenu publiquement des propos allant dans le sens du mondialisme.

Se définir comme «citoyen du monde» est devenu très «tendance» (une autre phrase est en vogue dans le milieu médiatico-artistico-politique: «La planète est mon terrain de jeu»).

Dans son (intéressant) livre *Éloge des frontières*, Régis Debray écrit à propos de l'expression «citoyen du monde»: «Cliché vaniteux et qui n'engage à rien.» C'est tout à fait exact pour ceux qui s'autoproclament «citoyens du monde». Cela ne l'est pas du tout pour tous ceux qui, comme vous et nous, militent, à travers le mondialisme, pour la survie de l'humanité. Régis Debray semble ne pas connaître notre association. Nous lui enverrons quelques exemplaires de notre *Bulletin*, dont un de celui-ci...

Ils nous ont quittés

Plusieurs Citoyens du Monde nous ont quittés depuis la parution du bulletin n° 20.

Marie-Laetitia Wellhoff

était certainement la doyenne des Citoyens du Monde. Elle est décédée pendant son sommeil le 26 octobre 2016, à l'âge de 105 ans. Centenaire, elle était encore impliquée dans de nombreuses associations, notamment tournées vers l'Amérique du Sud. Le mondialisme faisait naturellement partie de sa vie et de sa famille. Une seconde nature, en somme. Roger Wellhoff, son mari, avait été le directeur du Registre international des Citoyens du monde de 1974 à 1990 et leurs fils adhèrent eux aussi aux idées mondialistes. Jean-Paul est d'ailleurs, depuis l'Assemblée générale de juillet 2016, secrétaire général adjoint de Citoyens du monde; et Maurice, s'il continue de « penser global » a choisi depuis longtemps d'« agir local », puisqu'il a créé en 1986 l'écogîte de Peyrolles-en-Provence qu'il dirigea jusqu'à son départ en retraite en 2014. Marraïne de Philippe Léotard, Marie-Laetitia Wellhoff avait encouragé l'acteur et chanteur à écrire ses premiers poèmes.

Pasteure de l'Église réformée de France, **Dora Valayer** fut une pionnière de ce qu'on appelle aujourd'hui « le tourisme différent ». Elle s'est consacrée, jusqu'à ce que ses forces la lâchent, aux problèmes posés dans les pays d'accueil par le tourisme de masse. Elle fonda et présida l'association « Transverses, pour un tourisme responsable ». Pour l'Institut de l'Enfance et de la Famille, elle rédigea un rapport qui fit date: « Prostitution infantine et tourisme ». En 1997, elle écrivit dans le *Monde Diplomatique* un article de référence, « Pour une révolution du tourisme ». Elle est aussi l'auteure du livre *Le respect des hôtes – Tourisme, ravages et promesses*, paru en 1993 aux éditions Labor et Fides (Genève). **Dora Valayer** a largement et efficacement contribué à la prise de conscience des dégâts causés, dans les pays du Sud, par le tourisme. Tous ceux qui œuvrent actuellement dans ce domaine lui doivent quelque chose tant elle avait accueilli de bénévoles et de stagiaires dans les

locaux de son association aussi hospitalière que peu fortunée. Membre du Comité de Soutien de Citoyens du Monde, **Dora Valayer** s'est éteinte le 28 avril 2015.

Sa famille nous a informés du décès de Monsieur **Louis Hernu**. Ce Citoyen du Monde canadien, qui habitait à Québec, était un abonné de longue date et un fidèle soutien de Citoyens du Monde, à l'image de bien des mondialistes francophones de Suisse et de Belgique.

Dominique Maddalena

était Citoyen du Monde depuis 1979. Il rappelait que c'était l'apôtre de la non-violence Lanza del Vasto et l'amuseur et sage parisien Aguiqui Mouna qui l'avaient invité à prendre sa carte de Citoyen du Monde. Après avoir été longtemps militant syndical, il s'était, depuis une quinzaine d'années, investi prioritairement dans le mouvement antinucléaire civil et militaire. Il était le principal animateur du collectif « Independent WHO » [une organisation mondiale de la santé – OMS – indépendante] qui organisait une vigie tous les vendredis devant le ministère de la santé, à Paris, depuis novembre 2012. Une vigie semblable à celle qui se tient quotidiennement à Genève devant le siège de l'OMS depuis le 26 avril 2007 (une date pas choisie au hasard...). L'objet de ces rassemblements hebdomadaires, qui cessèrent le 5 mai 2017, fut de dénoncer la collusion existant entre l'OMS et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA). « Independent WHO » critique, par exemple, le fait que l'OMS s'en remette à l'AIEA pour évaluer les conséquences sanitaires du nucléaire. Ainsi, concernant la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986), il n'y a eu officiellement qu'une cinquantaine de morts et 4000 cancers de la thyroïde chez les enfants, par ailleurs « très bien soignés », alors qu'une étude de l'Académie des Sciences de New York dénombre, elle, 985 000 décès provoqués, entre 1986 et 2005, par cette catastrophe. Notre ami Dominique nous a quittés le 16 octobre 2016.

Adieu Eugène! Aussi loin que je m'en souviens, tu fus l'inamovible directeur de la publication dans laquelle j'écris ces lignes. Je savais, bien sûr, que tu l'étais depuis le décès de notre secrétaire générale Renée Marchand il y a quinze ans, mais après avoir consulté d'anciens numéros de *Citoyens du Monde* (je suis remonté jusqu'en 1973), j'ai constaté que tu l'étais déjà avant le décès de Renée. Directeur de publication: **Eugène Langeais**. Inamovible, donc, non pas que tu te fusses accroché à cette fonction, mais parce que personne d'autre ne souhaitait jamais te remplacer. Car, tu le savais aussi bien que moi, à Citoyens du monde nous n'avons pas un amour particulier pour les titres « ronflants ». C'est ainsi, par exemple, qu'il n'y a ni président, ni, donc, vice-président dans notre association. Des patrons de presse comme toi, on en rêve! Tu nous as laissé une liberté totale, n'intervenant jamais dans le contenu de ce bulletin. Ce fut un plaisir inestimable de travailler (bénévolement, évidemment) sous ta « direction ». Tu es parti sur l'autre rive en janvier 2015 (au moment même de la parution du n° 20) et après ton départ, tu vois, nous avons eu du mal à relancer la machine... Merci, Eugène, et adieu!

Pépé, toi qui batifoles

Dans les prairies d'au-delà

Un jour dans les herbes folles

Je te dirai: « Me voilà! »

C'est en 1983 que Pierre Barouh écrivit la chanson *Pépé*, en hommage à Georges Brassens, disparu peu avant. C'est le 28 décembre 2016 qu'il a rejoint son ami au paradis des chanteurs, et lui a dit: « Me voilà! » **Pierre Barouh** avait demandé sa carte de Citoyen du Monde en 2001. Il avait aussitôt accepté de devenir membre du Comité de Soutien. Auteur de chansons qui font partie de la mémoire collective des Français: *Un Homme et une femme* (et son célèbre chababada...). *La Bicyclette*, immortalisée par Yves Montand, *Des Ronds dans l'eau*, dont Françoise Hardy fit un

immense succès, etc., etc. Pierre Barouh était aussi le fondateur et le patron du label discographique Saravah qu'il avait créé en 1965, avant même le triomphe mondial du film *Un Homme et une femme* et de ses chansons. Ce succès lui permit de produire les disques de plus de deux cents artistes en lesquels lui croyait, même si, à part lui, personne n'aurait misé un kopeck sur eux. C'est ainsi que le parolier Jean-Roger Caussimon enregistra plusieurs 33 tours chez Saravah et devint chanteur; que Jacques Higelin, Brigitte Fontaine, David Mc Neil sortirent eux aussi de l'anonymat, tout comme Alain Léprieux, la Belge Maurane, le Gabonais Pierre Akendengue, le Brésilien Nana Vasconcelos, la Québécoise Carole Laure, etc. Entre autres courtes échelles, Pierre Barouh invita aussi l'acteur Philippe Léotard à enregistrer, en 1990, ses propres textes (Disque *À l'amour comme à la guerre*). C'est Marie-Laetitia Wellhoff, on l'a vu, qui incita le jeune Philippe Léotard à écrire ses premiers poèmes et, longtemps après, ce fut Pierre Barouh qui produisit le premier disque de l'acteur. C'est ainsi que la boucle est bouclée.

Joël Luguern

Le Bulletin Citoyens du Monde est édité par le Centre Français Citoyens du Monde. Siège social : 15 rue Victor Duruy, 75015 Paris - Tél. 01 45 31 29 99
Directrice de la publication : Joëlle Leroy
Ont collaboré à ce numéro : Brito, Cosima de Boissoudy, Joëlle Leroy, Joël Luguern, Didier Marchand ainsi que les mondialistes dont les courriers ont été publiés.
Dépôt légal : Numéro spécial 21 du 3^e trimestre 2017
Tirage : 2500 exemplaires
Imprimé par Saxoprint
Distribué par Réseau 45
Prix de vente : 2,50 €
© 2017 Citoyens du Monde

Citoyens du Monde
15 rue Victor Duruy
75015 Paris

Pour défendre vos idées
mondialistes, n'oubliez
pas de verser votre
contribution
volontaire...
la trésorière





Une belle Rencontre

Le Forum 104 - rue de Vaugirard à Paris - lançait, mercredi 17 mai 2017, le 4^e numéro de la revue *Présence*: «Tisser la Fraternité Universelle» devant une centaine de personnes. Parmi elles, Bernard L., qui eut le privilège d'entendre, avec une dizaine de camarades, étudiants alors comme lui, l'intervention de Garry Davis le 19 novembre 1948, à l'occasion d'une session de travail des Nations Unies au Trocadéro.

Voici ce texte prononcé par Garry et ses amis, et que l'on retrouve dans *L'épopée Garry Davis*, écrit par Guy Marchand :

«Monsieur le Président, Messieurs,

Au nom des peuples du monde qui ne sont pas représentés ici, je vous interromps. Mes paroles seront sans doute insignifiantes pour vous. Et pourtant, notre besoin commun d'un ordre mondial ne peut être plus longtemps négligé. Nous, le peuple, nous voulons la Paix que seul un Gouvernement mondial peut nous donner. Les États souverains que vous représentez ici nous divisent et nous mènent à l'abîme de la guerre. J'en appelle à vous pour que vous cessiez de nous entretenir dans l'illusion de votre autorité politique. J'en appelle à vous pour que vous convoquiez immédiatement une Assemblée Constituante Mondiale qui lèvera le drapeau de la souveraineté d'un seul gouvernement pour un seul monde. Si vous manquez à cette tâche, écarterez-vous, une Assemblée des Peuples surgira des masses mondiales pour bâtir ce gouvernement. Car rien de moindre ne peut nous servir.»

Merci Bernard d'avoir évoqué ce moment historique ! Nous avons été autant surpris l'un que l'autre de cette rencontre : vous, qu'il y ait «quelqu'un ici qui milite encore pour les Citoyens du Monde», moi d'entendre dans votre voix votre émotion, toujours aussi vivante, soixante-neuf ans plus tard, à l'évocation de cet appel pour une «citoyenneté mondiale» !

Joëlle Leroy

Dora, Monique, Didier, Dominique, François et (environ) dix mille autres...

Je fis connaissance de Dora Valayer il y a une vingtaine d'années lors d'une réunion sur les dégâts du tourisme de masse dans le tiers-monde. Je lui parlai de Citoyens du Monde. Elle me dit, toute heureuse, qu'elle-même avait sa carte de Citoyenne du Monde ; et pensait que l'association n'existait plus.

Il y a trois ans, j'ai fait connaissance de Monique Levy et Dominique Maddalena lors d'un rassemblement antinucléaire. Je leur ai parlé du mondialisme. Ils me dirent, tout heureux, qu'eux-mêmes avaient une carte de Citoyen du Monde et pensaient, comme Dora, que l'association n'existait plus.

Je connais Didier Delinotte depuis plus de quarante ans. Il savait tout, alors, de mes engagements politiques ; je savais tout des siens. Il y a une vingtaine d'années, je lui parlais, pour la première fois, de Citoyens du Monde. Il sortit immédiatement de son portefeuille une carte de Citoyen du Monde passablement écornée. Chacun ignorait que l'autre aussi était mondialiste. Et Didier, comme Dora, Monique et Dominique, pensait que l'association n'existait plus depuis longtemps.

Quant à François M., je le connais depuis plus de dix ans et jamais nous n'avons parlé ensemble du mondialisme. Quand l'année dernière, en triant de vieux papiers d'archives, je tombai sur une lettre adressée à un dénommé François M., au Mans, et retournée à Citoyens du Monde car le destinataire n'habitait plus à l'adresse indiquée. François M. au Mans ? Ces mots firent tout de suite tilt. Cela ne pouvait être que celui qui, aujourd'hui, est membre du Corps préfectoral. Je le contactai. C'était bien lui et, à sa grande surprise, je lui remis la lettre que Citoyens du Monde lui avait envoyée... trente ans plus tôt. Il me montra sa carte de Citoyen du Monde, prise en 1967, et ne reniait nullement ses engagements de jeunesse. Ainsi donc l'association apprit qu'il y avait un préfet de la République parmi les Citoyen.ne.s du Monde...

Ces anecdotes illustrent le fait que beaucoup plus de gens qu'on ne le croit ont au fond de leur poche ou d'un tiroir une carte de Citoyen.ne du Monde. Ils ont déménagé et ne nous ont pas signalé leur nouvelle adresse. On estime leur nombre à, au moins, dix mille personnes. Aussi, je vous le dis par expérience : n'hésitez pas à parler du mondialisme et de Citoyens du Monde autour de vous ! Il y a certainement des titulaires d'une carte de Citoyen.ne du Monde qui ignorent que notre association existe encore...

Joël Luguern

Message de la trésorière, mai 2017

Cher.e.s Citoyen.ne.s du Monde, notre trésorière a estimé qu'il était important, avant la prochaine Route du Rhum, que notre association demande à l'administration fiscale une confirmation juridique de notre habilitation à délivrer des reçus fiscaux. Chaque association peut juger par elle-même si elle rentre dans l'une ou l'autre des catégories (b) de l'article 200 ou (a) de l'article 238bis du Code Général des Impôts.

Toutefois il lui semble préférable, dans le cadre du développement des activités de notre association à partir de cette année 2017, d'en faire la demande officielle à l'administration fiscale. Nous estimons que notre association rentre dans la rubrique «philanthropie» par son objet même et dans la rubrique «défense de l'environnement naturel» au titre de la première Course du Rhum de 2010 et du nouveau projet 2018, qui ont tous deux pour objectif de promouvoir la création d'une Autorité Mondiale de Protection des Océans. Notre association est gérée de façon désintéressée, les activités proposées ne sont ni lucratives ni réservées à un petit nombre, pour ces trois raisons également, l'habilitation à délivrer des reçus fiscaux devrait pouvoir nous être accordée par l'administration fiscale.

Il faut attendre six mois avant d'avoir une réponse, car c'est le laps de temps nécessaire à l'administration fiscale pour étudier les demandes de rescrit. Nous vous ferons part de cette réponse à l'occasion de la sortie d'un prochain bulletin. L'information sera également postée sur notre site Internet : www.citoyensdumonde.net. D'ici là, nous ne serons pas en mesure d'émettre de reçus fiscaux correspondant aux contributions volontaires versées en 2017, mais si notre demande de rescrit est acceptée par l'administration fiscale comme nous l'espérons, vous recevrez votre reçu en temps et heure pour votre déclaration de revenu 2017.

La trésorière espère que vous comprendrez que c'est par souci de transparence et de bonne gestion associative que nous entamons cette démarche qui, nous l'espérons, aboutira favorablement.

En ce qui concerne le reçu des contributions volontaires 2016, s'il ne vous était pas parvenu, merci de bien vouloir nous le signaler par mail à : prendrecontact@citoyensdumonde.net ou par courrier à l'adresse suivante : Citoyens du Monde - 15, rue Victor Duruy - 75015 - Paris, en précisant le montant et la date de versement de votre contribution volontaire de 2016 et nous vous ferons parvenir le reçu par mail ou par courrier dans les meilleurs délais.

Nous vous remercions de votre compréhension et de votre présence citoyenne et mondialiste à nos côtés.

Un peu d'histoire

À la fin des années 60, quelques jeunes médecins, infirmières et sages-femmes, horrifiés par les nouvelles qui arrivent du Nigeria où sévit une guerre de sécession, décident de s'engager.

C'est la guerre du Biafra, une région située dans le Sud-Est de ce vaste pays africain. Ils partent dans ce pays sous la bannière du Comité International de la Croix-Rouge, le CICR, pour y soigner les victimes.

Les statuts du CICR sont formels. Le personnel en mission pour cette organisation doit rester neutre, et, à son retour de mission, continuer à garder le silence sur ce qu'il a vu, et ne pas choisir publiquement son camp. Cela est trop pour ce groupe de jeunes. Ils témoignent et, pour que dans l'avenir leurs paroles ne soient pas bridées, décident de créer le Groupement d'intervention médico-chirurgical d'urgence, autrement dit le GIMCU. Pas vraiment l'accroche idéale pour attirer dons, vocations et subventions... Comme l'écrit le docteur Louis Schittley, l'un de ces jeunes médecins, dans ses souvenirs: «*Le mot GIMCU montre à quel point aucun de nous n'avait encore le sens de la formule à vendre, le sens des médias. Nous étions une bande de copains, avec des rêves pleins la tête et pas un sou en poche.*»

L'un de ces copains habitait alors dans le 15^e arrondissement de Paris, guère loin du local de Citoyens du Monde. Un jour du printemps 1971, il y entra pour se renseigner sur notre association. Il fut reçu par Renée Marchand, secrétaire générale, et Jean-Paul Wellhoff, alors étudiant en médecine. Quand ils surent que le visiteur était médecin et qu'il revenait du Biafra, ils s'empressèrent de lui remettre une brochure que Citoyens du Monde venait juste de publier: «*Santé sans frontières*». Ce jeune médecin s'appelait Bernard Kouchner. Il ne revint jamais dans le local de Citoyens du Monde. Mais six mois plus tard, en décembre 1971, le GIMCU changea de nom et devint «*Médecins sans Frontières*».



Point de vue

Agoraphobie

À l'heure où les villes et métropoles affirment un nouveau pouvoir, et parfois un contre-pouvoir, elles n'ont pas d'agoras. Ni le fait des réunions spontanées, ni l'espace pour le faire n'existent réellement à l'échelle des villes, autrement que comme des événements et des lieux nécessairement éphémères, puisqu'ils empiètent sur des espaces publics non dédiés, et que leur légitimité reste par ailleurs contestable. Il y a quelque temps, Nuit Debout a signalé cette carence de façon criante. Rien n'est prévu, dans ces environnements urbains balisés à l'extrême, pour que des groupes plus ou moins nombreux puissent se rencontrer spontanément et librement de façon régulière, dans des conditions normales de confort, de salubrité et de sécurité, et en évitant toute nuisance pour les riverains. Cela met en exergue – par défaut – l'aspect symbolique de tels espaces, dont l'absence semble répondre au terme de «*vide politique*» employé par certains pour qualifier la supposée passivité des foules. On dira qu'aujourd'hui, de tels lieux seraient dangereux et ingérables, confirmant ainsi, d'une certaine façon, le point

de vue d'Aristote: pas de civilisation sans agora, et nous ne sommes plus assez civilisés. Les lieux de rencontre traditionnels n'ont plus cette fonction; ils existent encore, bien sûr, comme les cafés, mais ce sont les grands matchs de foot qui fédèrent les foules. Les cafés parisiens, dont le nombre a été multiplié par dix au cours de la Révolution, passant d'une centaine à mille, en sont pourtant l'héritage direct; les députés des états généraux, venus de toutes les provinces et souhaitant se réunir dans l'urgence, ont quasiment inventé le concept de ces lieux ouverts, qui pouvaient déborder sur les trottoirs en cas d'affluence. Les rassemblements plus nombreux eurent également lieu durant plusieurs années dans des lieux réquisitionnés, sans qu'apparaisse jamais la volonté de créer des sites définitivement dédiés à ces assemblées populaires informelles.

On se souvient aussi de mai 1968 et de l'occupation forcée du théâtre de l'Odéon... Sitôt l'ordre rétabli, sitôt ces assemblées spontanées sont dissoutes. Sauf que... De toute évidence, la situation évolue très rapi-

dement. Les réseaux sociaux, les groupes d'opinion qui se forment grâce à Internet, la rapidité de communication, l'abondance et l'immédiateté de l'information – où l'on prendra aussi en compte, malheureusement, la désinformation –, jouent certainement leur rôle mais ce ne sont que les vecteurs d'un phénomène pas si nouveau. Et cet élan, même s'il est porté par les nouvelles technologies, manifeste une volonté de rencontre et d'échange direct, comme en a témoigné Nuit Debout.

Le désir de concertation et d'échange d'idées est réel, la nouvelle agora sera mondiale et, on l'espère logiquement, mondialiste.

Cosima de Boissoudy

Devenir
Citoyen du Monde?
rendez-vous sur

citoyensdumonde.net

